ROYAUME DU MAROC — REINO DE MARRUECOS

Bulletin Officiel - Boletín Oficial

Paraît le mercredi — Se publica los miércoles

Prix du numéro (édition partielle) : 0,80 DH

Precio del número (edición parcial): 0,80 DH

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.;

2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

AVIS. — Pour tous renseignements concernant la vente au numéro, les tarifs et conditions d'abonnement : voir à la fin du « Bulletin officiel ». Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.**La edición completa comprende:**

1.° Una primera parte o edición parcial que inserta los: dahires, decretos, acuerdos, órdenes, decisiones, circulares, avisos, informaciones, estadísticas, etc.;

2.° Una segunda parte en la que viene: publicidad reglamentaria, legal y judicial (registro de inmuebles, deslindes de terrenos patrimoniales y colectivos, avisos de subastas, de informaciones, etc.).

AVISO. — Para informes referentes a la venta por número, a las tarifas y condiciones de abono: ver al final del «Boletín oficial». Las suscripciones parten del primero de cada mes.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

Los anuncios judiciales y legales prescritos para la publicidad y validez de los actos, procedimientos y contratos deben ser publicados obligatoriamente en el «Boletín Oficial».

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Enseignement. — Diplôme de docteur en médecine.Arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 702-64 du 21 septembre 1964 fixant la répartition et les horaires des enseignements des 3^e, 4^e et 5^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine 413Arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 133-65 du 21 septembre 1964 relatif aux examens conduisant au diplôme de docteur en médecine (3^e, 4^e, 5^e et 6^e années) 414**P.T.T. — Taxes téléphoniques et leur répartition dans le régime international.**

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 146-65 du 27 mars 1965 modifiant l'arrêté ministériel n° 078-64 du 28 février 1964 portant fixation des taxes téléphoniques et de leur répartition dans le régime international 416

Huiles alimentaires. — Marques autorisées.

Arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie et aux mines n° 152-65 du 30 mars 1965 complétant l'arrêté du 6 novembre 1959 fixant les marques d'huiles alimentaires dont la détention, la circulation et la vente sont autorisées 416

Formations hospitalières.Arrêté du ministre de la santé publique n° 157-65 du 1^{er} avril 1965 relatif aux formations hospitalières du ministère de la santé publique 416

TEXTES PARTICULIERS

Hydraulique.

Décret n° 2-65-090 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique le long de l'oued Bou-Moussa, en aval de la ville de Settat, entre le divergent du canal évacuateur des crues et le pont de la route principale n° 7 (province de Casablanca) 418

Province de Kenitra. — Reconnaissance du chemin tertiaire.

Décret n° 2-65-079 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) portant reconnaissance du chemin tertiaire n° 2590 a entre le chemin tertiaire n° 2587 et le chemin tertiaire n° 2590 à Tiflèt, et fixant sa largeur d'emprise (province de Kenitra) 418

Kenitra. — Plan et règlement d'aménagement.

Décret n° 2-64-226 du 15 kaada 1384 (18 mars 1965) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées au plan et règlement d'aménagement de la ville de Kenitra 419

Agadir. — Nouveaux plans et règlement d'aménagement du secteur touristique et balnéaire.

Décret n° 2-64-208 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant et déclarant d'utilité publique les nouveaux plans et règlement d'aménagement du secteur touristique et balnéaire à Agadir 419

Ksar-es-Souk. — Expropriation de terrain.

Décret n° 2-65-080 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) déclarant d'utilité publique la construction de la route principale n° 21 (tronçon compris entre les P.K. 396+484,95 et 399+091,25 variante dite de « Maddid »), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires (province de Ksar-es-Souk) 420

Taforalt. — Expropriation de terrain.

Décret n° 2-65-099 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) déclarant d'utilité publique la création d'un secteur d'habitat économique à Taforalt, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à cette fin 421

Cercle d'El-Ksiba. — Echange immobilier.

Décret n° 2-65-089 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) autorisant un échange immobilier entre l'État (domaine forestier) et la collectivité des Aït-Glij—Aït-Maha de Zaouïa-ech-Cheikh, cercle d'El-Ksiba, province de Beni-Mellal, tuteur des collectivités 423

Kenitra. — Cession gratuite d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

Décret n° 2-65-076 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Kenitra autorisant la cession gratuite par la ville à l'administration des Habous d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal 424

Al Hoceïma. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

Décret n° 2-65-093 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal d'Al Hoceïma autorisant la cession de gré à gré par la ville de parcelles de terrain du domaine privé municipal à l'Office national de modernisation rurale 424

Casablanca. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

Décret n° 2-65-106 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Casablanca autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier 424

Mohammedia. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

Décret n° 2-65-105 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Mohammedia autorisant la cession de gré à gré par la ville à l'Office national de l'électricité d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal 424

Taza. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

Décret n° 2-65-107 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Taza autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier 425

Délégation de signature.

Arrêté du ministre des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain n° 134-65 du 18 mars 1965 portant délégation de signature 425

Had-Kourt. — Remembrement rural.

Arrêté du ministre de l'agriculture n° 151-65 du 26 mars 1965 fixant les limites d'une zone de remembrement rural dans la commune de Had-Kourt (province de Kenitra) et autorisant l'ouverture des opérations de remembrement 425

Aïn-Defali, Jorf-el-Melha et Khenichèt. — Remembrement rural.

Arrêté du ministre de l'agriculture n° 150-65 du 26 mars 1965 fixant les limites d'une zone de remembrement rural dans les communes de Aïn-Defali, Jorf-el-Melha et Khenichèt (province de Kenitra) et autorisant l'ouverture des opérations de remembrement 426

Pêches maritimes. — Siège du comité central.

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 167-65 du 7 avril 1965 fixant le siège du comité central des pêches maritimes 426

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**TEXTES PARTICULIERS****Sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines.**

Décret n° 2-65-006 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) complétant l'arrêté viziriel du 21 safar 1371 (22 novembre 1951) relatif au statut du personnel de la production industrielle et des mines 426

Erratum au « Bulletin officiel » n° 2708, du 23 septembre 1964, page 1128 426

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 426

Nominations et promotions 427

Résultats de concours et d'examens 433

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs n° 509 434

Avis de l'Office des changes n° 1125 du 17 mars 1965 relatif au transfert d'économies sur salaires, honoraires et traitements des travailleurs étrangers 434

Avis de l'Office des changes n° 1127 du 22 mars 1965 relatif au paiement des parcours internationaux 435

Avis de l'Office des changes n° 1128 du 23 mars 1965 relatif au règlement des importations et des exportations de marchandises en provenance ou à destination de Cuba 435

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles). Base 100 pour la période d'octobre 1958 - septembre 1959 436

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES**Verificación de la contabilidad y de la tirada de las publicaciones.**

Decreto n.º 2-64-381 de 15 de caada de 1384 (18 de marzo de 1965) por el que se fijan las condiciones de verificación de la contabilidad y de la tirada de las publicaciones, así como de la publicidad de sus resultados 437

Subsecretaría de Estado de comercio, industria y minas. — Delegación de poderes.

Acuerdo del ministro de asuntos económicos y de finanzas número 160-65, de 18 de enero de 1965, por el que se otorga delegación de poderes al subsecretario de Estado de comercio, industria y minas 437

Pesca en las aguas continentales durante la temporada 1965 - 1966.

Acuerdo del ministro de agricultura n.º 125-65, de 12 de marzo de 1965, sobre reglamentación anual de pesca en las aguas continentales y estableciendo los períodos especiales de veda y las reservas de pesca durante la temporada 1965 - 1966 438

Correos, telégrafos y teléfonos. — Tasas telefónicas y su distribución en el régimen internacional.

Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos número 146-65, de 27 de marzo de 1965, por el que se modifica el acuerdo ministerial n.º 978-64, de 28 de febrero de 1964, sobre fijación de las tasas telefónicas y su distribución en el régimen internacional 442

Aceites alimenticios. — Marcas autorizadas.

Acuerdo del subsecretario de Estado de comercio, industria y minas n.º 152-65, de 30 de marzo de 1965, por el que se completa el acuerdo de 6 de noviembre de 1959, fijando las marcas de aceites de uso alimenticio cuya tenencia, circulación y venta están autorizadas 442

TEXTOS PARTICULARES

Alhucemas. — Cesión de común acuerdo, por la ciudad, de parcelas de terreno del dominio privado municipal a la Oficina nacional de modernización rural.

Decreto n.º 2-65-093 de 26 de caada de 1964 (29 de marzo de 1965), por el que se aprueba el acuerdo del consejo comunal de Alhucemas que autoriza la cesión de común acuerdo, por la ciudad, a la Oficina nacional de modernización rural, de parcelas de terreno del dominio privado municipal 442

ORGANIZACION Y PERSONAL DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS

TEXTOS PARTICULARES

Ministerio de asuntos extranjeros.

Acuerdo del ministro de asuntos extranjeros n.º 120-65, de 12 de febrero de 1965, sobre designación de los representantes de la administración y del personal que ha de formar una comisión administrativa paritaria durante los años 1964 - 1965 443

Subsecretaría de Estado de finanzas.

Acuerdo del subsecretario de Estado de finanzas n.º 092-65, de 15 de diciembre de 1964, completando el acuerdo del subsecretario de Estado de finanzas, de 20 de noviembre de 1958, dictado en aplicación del decreto de 28 de chaval de 1376 (29 de mayo de 1957) por el que se fija, a título excepcional y transitorio, las condiciones de acceso a determinados empleos de la subsecretaría de Estado de finanzas 443

Ministerio de educación nacional.

Acuerdo del ministro de educación nacional n.º 117-65, de 5 de febrero de 1965, por el que se fija la fecha de un examen profesional de fin de período de prueba para la titulación de subintendentes 443

Acuerdo del ministro de educación nacional n.º 118-65, de 5 de febrero de 1965, por el que se fija la fecha de un examen profesional de fin de período de prueba para la titulación de adjuntos de los servicios económicos 444

Ministerio de obras públicas y de comunicaciones.

Acuerdo del ministro de obras públicas y de comunicaciones número 119-65, de 5 de febrero de 1965, por el que se convoca un concurso profesional para el acceso al empleo de agente público de segunda categoría (semáforista) . 444

Ministerio del trabajo y de asuntos sociales.

Acuerdo del ministro del trabajo y de asuntos sociales número 116-65, de 10 de febrero de 1965, por el que se convoca un examen de fin de período de prueba para los secretarios de administración que se encuentran en dicho período 444

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso de la Oficina de cambios n.º 1125, de 17 de marzo de 1965, relativo a la transferencia de las economías sobre salarios, honorarios y sueldos de los trabajadores extranjeros 445

Aviso de la Oficina de cambios n.º 1128, de 23 de marzo de 1965, relativo al pago de las importaciones y de las exportaciones de mercancías procedentes o con destino a Cuba .. 445

Prórroga del acuerdo comercial entre el Reino de Marruecos y la Confederación suiza 446

Aviso a los importadores n.º 508 446

Aviso a los importadores n.º 509 447

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 702-64 du 21 septembre 1964 fixant la répartition et les horaires des enseignements des 3^e, 4^e et 5^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 677-64 du 21 septembre 1964 portant organisation du régime des études et des examens en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 678-64 du 21 septembre 1964 fixant la répartition et les horaires des enseignements des 1^{re} et 2^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Après avis du conseil de l'université,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les enseignements de 3^e, 4^e et 5^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine sont répartis comme suit, entre les matières énumérées ci-après :

Troisième année.

ENSEIGNEMENTS	HORAIRES MAXIMA	
	MATIN Enseignement théorique et pratique à l'hôpital	APRÈS-MIDI Enseignement théorique et pratique à la faculté
a) Pathologie { médicale générale. { chirurgicale { infantile {	80 heures 60 heures 60 heures	
b) Clinique au lit du malade.		
c) Exploration fonctionnelle appliquée à la clinique Chimique. Physique. Physiologique.	80 heures	
Microbiologie { Bactériologie. { Parasitologie. I. { Virologie.		140 heures
Anatomo-pathologie		120 heures
Médecine expérimentale		30 heures
Électro-radiologie		30 heures
	280 heures	320 heures
	TOTAL : 600 heures.	

Quatrième année.

ENSEIGNEMENTS	HORAIRES MAXIMA	
	MATIN Enseignement théorique et pratique à l'hôpital	APRÈS-MIDI Enseignement théorique et pratique à la faculté
a) Pathologie générale. { médicale	100 heures	
{ chirurgicale	100 heures	
{ obstétricale	100 heures	
b) Clinique au lit du malade.		
c) Exploration fonctionnelle appliquée à la clinique	100 heures	
Chimique.		
Physique.		
Physiologique.		
Microbiologie { Hémato.		50 heures
II. { Immuno.		50 heures
Pharmacologie		60 heures
Médecine expérimentale		60 heures
Electroradiologie et anatomie médico-chirurgicale		30 heures
	400 heures	200 heures
TOTAL : 600 heures.		

Cinquième année.

ENSEIGNEMENTS	HORAIRES MAXIMA	
	MATIN Enseignement théorique et pratique à l'hôpital	APRÈS-MIDI Enseignement théorique et pratique à la faculté
Pathologie spéciale. { Ophtalmologie.	300 heures	
{ O.R.L.		
{ Neuropsychiatrie.		
{ Dermatologie.		
{ Pneumo-phtisiologie.		
Thérapeutique		60 heures
Médecine légale.		
Médecine du travail.		60 heures
Hygiène et prévention (stage d'épidémiologie)		160 heures
Psychologie		20 heures
	300 heures	300 heures
TOTAL : 600 heures.		

Rabat, le 21 septembre 1964.

Le ministre de l'éducation nationale,

YOUSSEF BEN EL ABBÈS.

Le ministre de la santé publique,

EL ARBI CHRAÏBI.

Arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 133-65 du 21 septembre 1964 relatif aux examens conduisant au diplôme de docteur en médecine (3^e, 4^e, 5^e et 6^e années).

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 677-64 du 21 septembre 1964 portant organisation du régime des études et des examens en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 678-64 du 21 septembre 1964 fixant la répartition et les horaires des enseignements des 1^{re} et 2^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 679-64 du 21 septembre 1964 fixant les programmes des enseignements des 1^{re} et 2^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique n° 702-64 du 21 septembre 1964 fixant la répartition et les horaires des enseignements des 3^e, 4^e et 5^e années d'études en vue du diplôme de docteur en médecine ;

Après avis du conseil de l'université,

ARRÊTENT :

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — Les candidats au diplôme de docteur en médecine doivent satisfaire, au cours de la 3^e, 4^e, 5^e et 6^e années, aux épreuves d'examens semestriels ou annuels et de trois examens de clinique dans les conditions définies aux articles suivants.

ART. 2. — Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le doyen de la faculté sur proposition des professeurs intéressés.

ART. 3. — Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 à une épreuve écrite est éliminatoire, après délibération spéciale du jury.

ART. 4. — Deux sessions sont organisées pour chaque examen.

Sont admis à se présenter à la 2^e session les candidats ayant subi un échec à la première session ainsi que ceux qui pour une cause de force majeure dûment constatée, n'ont pu se présenter à l'examen ou n'ont pu subir la totalité des épreuves.

Si l'empêchement est motivé pour une raison de santé, ils doivent fournir un certificat délivré par un médecin du ministère de la santé publique.

Toute absence non motivée à un examen entraîne l'ajournement du candidat. L'ajournement prononcé dans ces conditions est considéré comme un échec.

ART. 5. — Les candidats n'ayant pas été admis dans l'année d'études suivante doivent accomplir à nouveau toute la scolarité et subir à nouveau les examens correspondant à leur année d'études.

ART. 6. — Les candidats au diplôme de docteur en médecine sont exclus pendant deux ans des études médicales après quatre échecs aux examens d'une même année.

Le quatrième échec ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération spéciale du jury après examen du livret universitaire. Il est fait mention au procès-verbal de cette délibération et de cet examen. Aucun recours n'est recevable contre les décisions prises par le jury.

ART. 7. — Le jury des épreuves écrites, pratiques et orales est composé d'au moins trois membres choisis parmi le personnel enseignant de la faculté.

TROISIÈME ANNÉE.

ART. 8. — Au cours de la troisième année, les étudiants subissent à la fin du cinquième semestre un examen écrit anonyme consistant en deux épreuves qui portent sur la séméiologie

pathologique, chirurgicale et médicale enseignée au cours du cinquième semestre. Chacune des épreuves a une durée d'une heure trente et elle a le coefficient 3.

Un classement des candidats est effectué à la suite de cet examen. Il est tenu compte dans ce classement des notes obtenues au cours des 1^{re} et 2^e années pour la nomination d'externes titulaires du centre hospitalier universitaire.

Ils subissent à la fin du sixième semestre un examen écrit anonyme portant sur la pathologie médicale et la pathologie chirurgicale enseignées au cours du semestre et comprenant deux compositions dont chacune a une durée d'une heure trente avec le coefficient 2.

Ils subissent, en outre, des examens comportant des épreuves écrites anonymes, des épreuves orales et des travaux pratiques portant sur les matières suivantes :

Épreuves écrites anonymes et orales
(coefficient : 1 ; durée : 1 heure).

Parasitologie ;
Bactériologie ;
Anatomo-pathologie ;
Médecine expérimentale ;
Électro-radiologie.

Épreuves de travaux pratiques (coefficient : 1).

Bactériologie ;
Parasitologie ;
Anatomo-pathologie.

Sont admis à subir l'épreuve orale d'une matière les candidats ayant obtenu une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve écrite.

Pour être admis à s'inscrire en quatrième année, les candidats doivent justifier d'une moyenne au moins égale à 10 sur 20, d'une part à l'examen de fin de cinquième semestre et, d'autre part pour l'ensemble des épreuves de chaque matière aux examens de fin de sixième semestre.

Les candidats qui, lors de la première session n'ont pas obtenu, soit à l'examen de fin de cinquième semestre, soit aux examens de sixième semestre, une note moyenne au moins égale à 10 sur 20, ne subissent, lors de la deuxième session que les épreuves des matières dans lesquelles ils n'auraient pas obtenu la moyenne.

QUATRIÈME ANNÉE.

ART. 9. — Les étudiants subissent à la fin de la quatrième année d'études des épreuves écrites anonymes et des épreuves orales portant sur l'ensemble du programme de pathologie.

Les épreuves écrites comprennent trois compositions dont chacune a une durée d'une heure trente et le coefficient 2.

Composition de pathologie médicale comportant la physiopathologie, l'anatomie normale et pathologique, les examens biologiques et radiologiques et la clinique.

Composition de pathologie chirurgicale comportant la physiopathologie, l'anatomie normale et pathologique, les examens biologiques et radiologiques et la clinique.

Composition de pathologie obstétricale comportant la physiopathologie, l'anatomie normale et pathologique, les examens biologiques et la clinique.

Ils subissent également des examens comportant des épreuves écrites anonymes, des épreuves orales et des travaux pratiques portant sur les matières suivantes :

Épreuves écrites anonymes et orales
(coefficient : 1 ; durée : 1 heure).

Électro-radiologie ;
Médecine expérimentale ;
Hématologie.

Épreuves de travaux pratiques (coefficient : 1).

Anatomie médico-chirurgicale ;
Hématologie.

Pour être admis à s'inscrire en cinquième année, les candidats doivent justifier, pour chaque matière, d'une note moyenne au moins égale à 10 sur 20 pour l'ensemble des deux épreuves écrite et orale.

Les candidats ayant échoué à l'épreuve orale d'une matière lors de la première session conservent le bénéfice de leur admissibilité pour cette matière en vue de la 2^e session.

Un classement des candidats est effectué à la suite de cet examen. Il est tenu compte du classement des quatre années pour la nomination d'externes titulaires du centre hospitalier universitaire.

CINQUIÈME ANNÉE.

ART. 10. — Les étudiants subissent à la fin de la cinquième année un examen comportant des épreuves écrites anonymes et des épreuves orales portant sur les matières suivantes :

Épreuves écrites (anonymes) :

Pharmacologie (durée : 1 heure ; coefficient : 1) ;
Thérapeutique (durée : 1 heure ; coefficient : 1) ;
Médecine sociale : hygiène et médecine préventive, médecine légale, médecine du travail (durée : 1 heure pour chaque matière ; coefficient : 2).

Épreuves orales :

Pharmacologie ;
Thérapeutique ;
Médecine sociale.

Sont admis à subir l'épreuve orale d'une matière les candidats ayant obtenu une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve écrite.

Pour être admis à s'inscrire en sixième année, les candidats doivent obtenir, pour chaque matière comportant une épreuve écrite et une épreuve orale une note moyenne au moins égale à 20 pour l'ensemble des deux épreuves écrite et orale.

Les candidats ayant échoué à l'épreuve orale d'une matière lors de la première session conservent le bénéfice de leur admissibilité pour la 2^e session.

SIXIÈME ANNÉE.

ART. 11. — Les examens de clinique sont subis à la fin de la sixième année d'études médicales.

Ils comportent un examen de clinique médicale, un examen de clinique chirurgicale et un examen de clinique obstétricale.

Les examens de clinique sont subis dans l'ordre choisi par le candidat.

Au cours de chacun de ces examens, le candidat est tenu d'examiner un malade sous la surveillance d'un membre du jury. Ensuite, le candidat est isolé pour la rédaction de l'observation relative au malade qu'il doit remettre au membre du jury. Le temps consacré à l'examen d'un malade et la rédaction de l'observation est laissé à l'appréciation du jury.

Le candidat donne lecture de l'observation au jury qui l'interroge au sujet du malade examiné et sur les connaissances nécessaires à la pratique médicale.

Tout candidat ajourné à l'un des examens de clinique ne peut s'y présenter qu'après avoir accompli un nouveau stage d'une durée de trois mois.

Les notes sont attribuées après délibération du jury.

Un classement des candidats est effectué parmi les internes titulaires pour être nommés moniteurs de clinique à l'hôpital et qui doivent en même temps faire fonction de moniteur à la faculté dans une des sciences fondamentales. La note ainsi obtenue est prise en considération en même temps que celle obtenue dans un concours portant sur des sciences fondamentales enseignées à la faculté et laissées à leur choix :

Anatomie ;
Histologie ;
Biochimie ;
Biophysique ;
Physiologie ;

Parasitologie ;
Bactériologie ;
Hématologie ;
Anatomo-pathologie.

Les jurys des examens de clinique sont désignés par le recteur sur proposition du doyen.

Ils comprennent trois membres dont un professeur de clinique, président.

Rabat, le 21 septembre 1964.

Le ministre de l'éducation nationale,

YOUSSEF BEN EL ABBÈS.

Le ministre de la santé publique,

EL ARBI CHRAÏBI.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones n° 146-65 du 27 mars 1965 modifiant l'arrêté ministériel n° 078-64 du 28 février 1964 portant fixation des taxes téléphoniques et de leur répartition dans le régime international.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté ministériel n° 078-64 du 28 février 1964 portant fixation des taxes téléphoniques et de leur répartition dans le régime international, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier, titre II de l'arrêté ministériel n° 078-64 du 28 février 1964 susvisé est complété comme suit :

« Article premier. —

« TITRE II.

« PAYS DU RÉGIME EUROPÉEN ET DU RÉGIME EXTRA-EUROPÉEN.

TERRITOIRES OU PAYS	Taxe unitaire totale	Part du Maroc	Minute supplémentaire, avis d'appel, préavis	Part du Maroc	Préparation	Part du Maroc
<i>Europe.</i>						
Tchécoslovaquie	15,20	5,28	5,06	1,76		

(Le reste sans changement.)

Rabat, le 27 mars 1965.

HADDOU CHIGUER.

Arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie et aux mines n° 152-65 du 30 mars 1965 complétant l'arrêté du 6 novembre 1959 fixant les marques d'huiles alimentaires dont la détention, la circulation et la vente sont autorisées.

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AU COMMERCE, A L'INDUSTRIE, ET AUX MINES,

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande du 6 novembre 1959 arrêtant la première liste des huiles alimentaires dont la détention, la circulation et la vente sont autorisées, tel qu'il a été complété,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste des marques d'huiles alimentaires dont la détention, la circulation et la vente sont autorisées est complétée ainsi qu'il suit :

1° En camions citernes plombés ; en fûts de 190 à 200 kilos plombés ; en tonnelets de 25 à 50 kilos plombés ; en bidons de 3 à 10 litres capsulés ou plombés :

Marques :	Marques :
Madaou ;	Le lys ;
B.K. Seltat ;	Argenta ;
E.H.A. ;	Huilor ;
Huiles « La fleur » ;	Oukad ;
Salha ;	Laraki ;
Bouayad et Bennani ;	Aïn Moussa ;
Triangle rouge ;	L.A. ;
Croix verte ;	A.M. ;

2° En bouteilles d'une capacité de 50 centilitres, 1 litre, 95 centilitres, 33 centilitres :

Marques :	Marques :
Claïrolive ;	Argenta ;
Triangle rouge ;	Huilor ;
Croix verte ;	

3° En bidons sertis de 1 litre :

Marques :	Marques :
Claïrolive ;	Argenta ;
Triangle rouge ;	Huilor.
Croix verte ;	

Rabat, le 30 mars 1965.

BADREDDINE SENOSSI.

Arrêté du ministre de la santé publique n° 157-65 du 1^{er} avril 1965 relatif aux formations hospitalières du ministère de la santé publique.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les formations hospitalières du ministère de la santé publique sont les suivantes :

Préfecture de Rabat.

Hôpital Avicenne de Rabat ;
 Hôpital Moulay Youssef de Rabat ;
 Maternité Lyautey de Rabat ;
 Hôpital de Chroniques d'Akkari ;
 Maternité de quartier du Douar-Doum ;
 Hôpital El Ayachi de Salé ;
 Centre ophtalmologique de Salé ;
 Hôpital neuropsychiatrique El Ghazi de Salé ;
 Maternité de Salé.

Province de Kenitra.

Hôpital Cantérac de Kenitra ;
 Hôpital Yves Machoire de Kenitra ;
 Hôpital Georges Bazin d'Ouezzane ;
 Hôpital de Khemissèt ;
 Hôpital de Sidi-Kacem ;
 Hôpital de Had-Kourt ;
 Hôpital de Mechrâ-bel-Ksiri ;
 Hôpital de Rommani ;
 Hôpital de Sidi-Slimane ;
 Hôpital de Souk-el-Arbaa-du-Rharb ;
 Hôpital de Tedders ;
 Hôpital de Zoumi.

Préfecture de Casablanca.

Hôpital Averroès de Casablanca (ex-hôpitaux Jules Colombani et Maurice Gaudy) ;

Hôpital du 20 Août 1953 de Casablanca (ex-hôpital militaire Jean Vial) ;

Hôpital Sid-Soufi de Casablanca (ex-hôpital Jules Mauran) ;
 Hôpital d'Aïn-Chok ;
 Hôpital d'El-Hank ;
 Hôpital neuropsychiatrique de Tit-Mellil.

Province de Casablanca.

Hôpital de Benahmed ;
 Formations sanatoriales de Benahmed ;
 Hôpital de Ben-Slimane ;
 Hôpital neuropsychiatrique de Berrechid ;
 Hôpital rural de Berrechid ;
 Hôpital de Bir-Jdid ;
 Hôpital de Boujad ;
 Hôpital d'El-Gara ;
 Hôpital d'El-Jadida ;
 Hôpital Moulay Abdallah de Mohammedia ;
 Maternité El-Alia de Mohammedia ;
 Hôpital d'Oued-Zem (ex-hôpital André Mallet) ;
 Hôpital Hassan-II de Settat ;
 Hôpital de Sidi-Bennour ;
 Hôpital Sidi-el-Ayachi d'Azemmour.

Province de Marrakech.

Hôpital Ibn Tofaïl de Marrakech (ex-hôpital civil, ex-hôpital du Guéliz) ;

Hôpital Avenzoar de Marrakech (ex-hôpital Mauchamp, ex-hôpital Mamounia) ;

Hôpital El Antaki de Marrakech (ex-hôpital Bab-el-Khamiss) ;
 Hôpital El Razi de Marrakech (ex-hôpital Amerchich) ;
 Hôpital Ibn Nafis ;
 Hôpital Mohammed-V de Safi (ex-hôpital François Maire) ;
 Hôpital Eugène Étienne d'Essaouira ;
 Hôpital de Demnate ;

Hôpital d'El-Kelaa-des-Srarhna ;
 Hôpital d'Imi-n-Tanoute ;
 Hôpital de Skhour des Rehamna ;
 Hôpital de Jemaâ-Shaïm ;
 Hôpital de Chemaïa.

Province de Fès.

Hôpital Ibn Khatib de Fès (ex-hôpital Cocard) ;
 Hôpital El Ghassani de Fès (ex-hôpital Auvert) ;
 Hôpital Omar Drissi de Fès ;
 Hôpital Ibn El Baïtar de Fès ;
 Hôpital neuropsychiatrique Ibn Hassan de Fès ;
 Hôpital dermatologique Ibn Mimoun de Fès ;
 Hôpital de Rhafsai ;
 Hôpital de Sefrou ;
 Hôpital de Missour ;
 Hôpital de Taounate ;
 Hôpital de Boulmane ;
 Hôpital de Karia-ba-Mohamed ;
 Hôpital de Tissa.

Province de Meknès.

Hôpital Mohammed-V de Meknès (ex-hôpital civil) ;
 Hôpital Sidi-Saïd de Meknès ;
 Hôpital Moulay Ismaïl de Meknès (ex-hôpital Louis) ;
 Hôpital de Moulay Idriss ;
 Hôpital Hélios d'Azrou ;
 Centre sanatorial du Moyen Atlas de Ben-Smim (ex-Maurice Bonjean) ;
 Hôpital de Khenifra ;
 Hôpital d'El-Hajeb.

Province de Tétouan.

Hôpital de Tétouan ;
 Hôpital neuropsychiatrique de Tétouan ;
 Sanatorium antituberculeux de Ben Karrich ;
 Hôpital de Larache ;
 Hôpital dermatologique de Larache ;
 Hôpital d'El-Ksar-el-Kebir ;
 Hôpital de Chechaouèn ;
 Hôpital d'Asilah.

Province de Tanger.

Hôpital El Kortobi de Tanger (ex-hôpital du Marshan) ;
 Hôpital neuropsychiatrique de Beni-Makada ;
 Maternité de Tanger ;
 Hôpital Dar-Baroud.

Province de Taza.

Hôpital Ibnou Baja de Taza ;
 Hôpital René Darbas de Taza ;
 Hôpital physiologique de Taza ;
 Hôpital de Guercif ;
 Hôpital de Tahala ;
 Hôpital d'Ahermoumou ;
 Hôpital d'Aknoul.

Province d'Al Hoceïma.

Hôpital civil d'Al Hoceïma ;
 Hôpital ex-militaire d'Al Hoceïma ;
 Hôpital de Targuist ;
 Hôpital de Beni Boufrah.

Province d'Oujda.

Hôpital Al Farabi d'Oujda (ex-hôpital Maurice Loustau) ;
 Formations neuropsychiatriques d'Oujda ;
 Hôpital Ed Darraq de Berkane (ex-hôpital Hude) ;
 Hôpital de Nador ;
 Hôpital de Taourirt ;
 Hôpital de Figuig.

Province d'Agadir.

Nouvel hôpital d'Agadir ;
 Hôpital du quartier Industriel d'Agadir ;
 Hôpital d'Inezgane ;
 Hôpital de Taroudannt (ex-hôpital Paul Chatinière) ;
 Hôpital de Tiznit ;
 Hôpital de Bou-Izakarn ;
 Hôpital de Goulimine ;
 Hôpital d'Anzi ;
 Hôpital de Taftaoute ;
 Hôpital d'Aït-Baha ;
 Hôpital d'Ouled-Teïma ;
 Hôpital d'Immouzer-des-Ida-Outanane ;
 Hôpital de Tantan ;
 Hôpital d'Oued-Massa.

Province de Beni-Mellal.

Hôpital de Beni-Mellal ;
 Hôpital de Kasha-Tadla ;
 Hôpital de Fkih-ben-Salah ;
 Hôpital d'El-Ksiba ;
 Hôpital d'Azilal ;
 Hôpital d'Ouaouizarth.

Province de Ksar-es-Souk.

Hôpital de Ksar-es-Souk ;
 Hôpital de Midelt ;
 Hôpital d'Arfoud ;
 Hôpital d'Ifzër ;
 Hôpital de Rich ;
 Hôpital de Talsimt ;
 Hôpital de Goulmina ;
 Hôpital de Boudenib.

Province d'Ouarzazate.

Hôpital d'Ouarzazate ;
 Hôpital de Boumalne-du-Dadès ;
 Hôpital de Tinerhir ;
 Hôpital de Zagora (ex-hôpital Darraq) ;
 Hôpital de Talicuine.

Rabat, le 1^{er} avril 1965.

EL ARBI CHRAÏBI.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-65-090 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique le long de l'oued Bou-Moussa, en aval de la ville de Settât, entre le divergent du canal évacuateur des crues et le pont de la route principale n° 7 (province de Casablanca).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié et complété et, notamment, l'article 11 ;

Vu le plan au 1/2.000 sur lequel sont reportées les limites du domaine public hydraulique le long de l'oued Bou-Moussa, en aval de la ville de Settât, entre le divergent du canal évacuateur des crues et le pont de la route principale n° 7 et le répertoire des coordonnées ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le cercle de Chaouïa-Sud à Settât du 25 mai au 26 juin 1962 ;

Vu les procès-verbaux de la commission d'enquête en date des 13 et 23 février 1963 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique le long de l'oued Bou-Moussa, en aval de la ville de Settât, entre le divergent du canal évacuateur des crues et le pont de la route principale n° 7 sont homologuées conformément aux dispositions des articles 9 et 11 de l'arrêté viziriel susvisé du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925).

ART. 2. — Le domaine public est délimité suivant le contour polygonal figuré par une teinte bleue sur le plan au 1/2.000 annexé à l'original du présent décret.

ART. 3. — Cette délimitation est matérialisée sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 357 inclus et le répertoire des coordonnées de ces bornes est joint au plan de bornage au 1/2.000 désigné à l'article 2.

ART. 4. — Un exemplaire de ce plan sera déposé dans les bureaux de la conservation de la propriété foncière de Casablanca et dans ceux du cercle de Chaouïa-Sud à Settât.

ART. 5. — Le ministre des travaux publics et des communications est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, *p.i.*,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreséing :

Le ministre des travaux publics
 et des communications,

MOHAMED BENHIMA.

Décret n° 2-65-079 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) portant reconnaissance du chemin tertiaire n° 2590 a entre le chemin tertiaire n° 2587 et le chemin tertiaire n° 2590 à Tiflèt, et fixant sa largeur d'emprise (province de Kenitra).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme et, notamment, son article 2 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reconnu, comme faisant partie du domaine public, le chemin tertiaire désigné au tableau ci-après, dont le tracé est figuré par une teinte bleue sur le plan au 1/2.000

annexé à l'original du présent décret et dont la largeur d'emprise est fixée ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DU CHEMIN	LIMITES DES CHEMINS		LARGEUR D'EMPRISE DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE	
	ORIGINE	EXTRÉMITÉ	Côté gauche	Côté droit
Chemin tertiaire n° 2590 a dans la traversée de l'aérodrome de Tiffèt.	P.K. 0+330 du chemin tertiaire n° 2587 (P.K. 0+000 du chemin).	P.K. 1+150 du chemin tertiaire n° 2590 (P.K. 1+150 du chemin).	Mètres 10	Mètres 10

ART. 2. — Le ministre des travaux publics et des communications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p. i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

Le ministre des travaux publics
et des communications,

MOHAMED BENHIMA.

Décret n° 2-64-226 du 15 kaada 1384 (18 mars 1965) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement de la ville de Kenitra.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme ;

Vu le dahir du 25 moharrem 1375 (13 septembre 1955) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement de la ville de Kenitra (province de Kenitra) ;

Vu les résultats de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte du 16 octobre au 17 décembre 1957, à l'hôtel de ville de Kenitra ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil communal de Kenitra tenue le 18 mars 1964 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics ;

Après avis conforme de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême n° 23 du 14 juillet 1964.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique les plan et règlement apportant des modifications au plan et au règlement d'aménagement de la ville de Kenitra homologués par le dahir du 25 moharrem 1375 (13 septembre 1955), tels qu'ils sont annexés à l'original du présent décret.

ART. 2. — Les autorités municipales de la ville de Kenitra sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 15 kaada 1384 (18 mars 1965).

AHMED BAHINI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Référence :

Dahir du 25 moharrem 1375 (13 septembre 1955) (B.O. n° 2240, du 30 septembre 1955, p. 1472).

Décret n° 2-64-208 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant et déclarant d'utilité publique les nouveaux plans et règlement d'aménagement du secteur touristique et balnéaire à Agadir.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir n° 1-61-259 du 11 joumada I 1381 (21 octobre 1961) investissant le haut-commissaire à la reconstruction d'Agadir de nouveaux pouvoirs et fixant des modalités spéciales d'application de certaines procédures ;

Sur la proposition du haut-commissaire à la reconstruction d'Agadir ;

Après avis conforme de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême n° 24 du 16 juillet 1964,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique les plans n°s 15074, 15075, 15076 et le règlement d'aménagement du secteur touristique et balnéaire à Agadir.

ART. 2. — Le dahir n° 1-61-364 du 22 rejeb 1383 (30 décembre 1961) est abrogé.

ART. 3. — Le haut-commissaire à la reconstruction d'Agadir et les autorités municipales d'Agadir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 27 kaada 1384 (30 mars 1965).

Le Premier ministre, p. i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Références :

Dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) (B.O. n° 2083, du 26 septembre 1952, p. 1338) ;

Dahir n° 1-61-259 du 11 joumada I 1381 (21 octobre 1961) (B.O. n° 2557, du 27 octobre 1961, p. 1564).

Décret n° 2-65-080 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) déclarant d'utilité publique la construction de la route principale n° 21 (tronçon compris entre les P.K. 396 + 484,95 et 399 + 091,25 variante dite de « Maâdid »), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires (province de Ksar-es-Souk).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 21 février au 22 avril 1964 dans le cercle d'Erfoud ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction de la route principale n° 21 (tronçon compris entre les P.K. 396 + 484,95 et 399 + 091,25 variante dite de « Maâdid »).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par des teintes diverses sur le plan parcellaire au 1 2.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des titres fonciers	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE		OBSERVATIONS
			A.	CA.	
1	Non immatriculée.	M. Hadj Touhami.	2	48	Terrain non irriguable.
2	id.	M ^{me} Hadda bent Arrob.	2	54	id.
3	id.	MM. Allal ben Bachir.	3	32	Terrain irriguable.
3 bis	id.	Hbib ben Baâ.	1		Terrain non irriguable.
4	id.	Habab ben Mouloud.		99	Terrain irriguable.
4 bis	id.	Mohamed ben Lhachmi ben Mouloud.	1	50	id.
5	id.	M ^{me} Safia bent Hadj Boubker.	1	32	Terrain non irriguable.
6	id.	MM. Zaouïa Sid el Ghazi.	1	52	Terrain irriguable.
7	id.	Mekki ben M'Barek.		60	id.
8	id.	Bachir ben Hadj Seddik.	2	50	id.
9	id.	Sidi Moh ben Mohamed.		95	id.
10	id.	M ^{me} Fatma Thami ; tous demeurant à Maâdid.		90	id.
12	id.	MM. Lhachmi ben Rahmoun.		93	id.
13	id.	Mokhtar ben Bahnini.		83	id.
14	id.	Hamou ben Taïb ben Driss.	1	17	id.
16	id.	Moulay Driss ben Mohamed.	2	66	id.
17	id.	Houari ben Mohamed.	1	12	id.
18	id.	Moulay Ahmed ben Lahbib.		60	id.
19	id.	Ahmed ben Lahcen.		47	id.
20	id.	Moulay Idriss ben Mohamed.		53	id.
21	id.	Moulay Ali ben Driss.	1	54	id.
22	id.	Larbi ben Tahar.		84	Terrain non irriguable.
23	id.	Bachir ben Tahar.		84	Terrain irriguable.
24	id.	Lhachmi ben Tahar.		91	id.
25	id.	Jillali ben Liman.	1	92	id.
26	id.	Omar ben Madani.	1	33	id.
27	id.	Hadj Mohamed ben Lahmin ; tous demeurant à Ksar-Mhiriguia.	1	33	id.
28	id.	Abid ben Seddik, demeurant à Maâdid.		55	id.
29	id.	Kiki ben Abdellah, demeurant à Ksar-Mhiriguia.	1	51	id.
30	id.	Seddik ben Hammou, demeurant à El Hrouj.	2	32	id.
31	id.	Ba el Hadj ben El Hadj, demeurant au Oued Ali-Tizimi.	2	74	Terrain non irriguable.
32	id.	Abderrahmane ben Brahim, demeurant à Lhain-Tizimi.	2	90	id.
33	id.	Mohamed ben Brahim, demeurant à Jraua-Tizimi.	1	67	id.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics et des communications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p. i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreséing :

Le ministre des travaux publics
et des communications,

MOHAMED BENHIMA.

Décret n° 2-65-099 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) déclarant d'utilité publique la création d'un secteur d'habitat économique à Taforalt, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à cette fin.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 29 juillet au 1^{er} octobre 1964 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un secteur d'habitat économique à Taforalt (province d'Oujda).

ARR. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain mentionnées au tableau ci-dessous et délimitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

NUMÉRO D'ORDRE	DÉSIGNATION DE LA PROPRIÉTÉ	SUPERFICIE APPROXIMATIVE	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
1	Non immatriculée.	Mètres carrés 2.220	M. Mokhtar ben Hadj Abdelkader ben Hadj, demeurant à la fraction Tagma, caïdat de Berkane ; M ^{me} Tamimount bent Hadj Abdelkader ben Hadj, demeurant à El-Aïoun-Centre, épouse de M. Daoudir Ahmed ; M. Ahmed ben Ali ben Hadj M'Hamed ben Mokhtar, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Slimane ; M. Mohamed ben Ali ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Slimane ; M. Abdelkader ben Ali ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant au douar Oulad Belkhir, fraction Tagma, Berkane ; M. Abderrahmane ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane ; M. Mohamed ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant au douar Oulad Belkhir, fraction Tagma, Berkane ; M. Ahmed ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheraa ; M. Mohamed ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheraa ; M. Mohamed ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane ; M. Mimoun ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane ; M. Ahmed ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane.
2	id.	3.990	M. Grégot Charles, demeurant à Taforalt.
3	id.	7.700	M. El Hadj Mohamed ben Mimoun el Hebil el Atigui, demeurant au douar Oulad el Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt.
4	id.	8.550	M. Mimoune ben Abdelkader Arab Zbaïri, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Tthasrout, caïdat de Berkane, Cheikh Slimane ; M. Abdelkader ben Mostapha Zbaïri, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ; M. Mohamed ben Mostapha Zbaïri, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt.
5	id.	10.480	M. Abdelkader ben Mehdi el Atigui Serhrouchni, demeurant au douar Oulad El Hadj, Taforalt ; M. Amar ben Mehdi el Atigui, demeurant au caïdat de Berkane, n° 6, Cheikh Slimane ; M. Mohamed ben Mehdi el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt.
6	id.	3.175	M. Mimoun ben M'Hamed Zbaïri, demeurant à Berkane-Centre, Lagraba, Cheikh Tahar ; M. Menouar ben M'Hamed Zbaïri, demeurant à Berkane-Centre, Lagraba, Cheikh Tahar ; M. Mohamed ben M'Hamed Zbaïri, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt.
7	id.	3.600	M. Amar ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ; M. Abdelkader ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ; M. M'Hamed ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ; M. Miloud ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ; M. Aïssa ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ;

NUMÉRO D'ORDRE	DÉSIGNATION DE LA PROPRIÉTÉ	SUPERFICIE APPROXIMATIVE	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
7 (suite)	Non immatriculée.	Mètres carrés	<p>M. Mohamed ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ;</p> <p>M^{me} Chamkha bent Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Slimane ;</p> <p>M^{me} Rahma bent Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant au douar Oulad El Hadj, fraction Beni Amyer, Taforalt ;</p> <p>M. Houmad ben Salah ben Kaddour ben Ali el Atigui, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Slimane ;</p> <p>M^{me} Saadia bent Ahmed ben Salah, demeurant au douar Oulad El Hadj, Trhasrout, Berkane, Cheikh Slimane.</p>
8	id.	2.000	M. Grégut Charles, demeurant à Taforalt.
9	id.	9.050	M. El Hadj Mohamed ben Taghascout, demeurant à Taforalt.
10	id.	2.750	M. Grégut Charles, demeurant à Taforalt.
11	Propriété dite « Islane ou Lahmar », titre foncier n° 3762 (partie).	37.000	<p>M^{me} Ouazna bent Mohamed ben Mohamed ben Omar, pour 10.080/126.720 ;</p> <p>M^{me} Fatna bent Abderrahmane, veuve Mohamed ben Mohamed ben Omar, pour 5.280/126.720 ;</p> <p>M. Ahmed ben Belaïd ben Mohamed ben Moussa, pour 2.352/126.720 ;</p> <p>M^{me} Zahia bent Belaïd ben Mohamed ben Moussa, pour 1.176/126.720 ;</p> <p>M^{me} Fatima bent Belaïd ben Mohamed ben Moussa, pour 1.176/126.720, demeurant tous à Taforalt.</p>
12	Non immatriculée.	9.000	<p>M. Mohamadine ben Saïd ben Belkacem ;</p> <p>M. Mohamed ben Mimoun ben Belkacem ;</p> <p>M. Abdeslam ben Mimoun ben Belkacem, demeurant tous les trois au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane ;</p> <p>M. Houmad ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Mohamed ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Ahmed ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Belaïd ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Mostapha ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. El Hassane ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Abdelkader ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Saïdi ben Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Halouma bent Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cherraa, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Sakina bent Omar ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Tayeb ben Abderrahmane ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Ahmed ben Abderrahmane ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Saïd ben Abderrahmane ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Khadija bent Abderrahmane ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Ahmed ben Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Mohamadine ben Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Cherifa bent Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Fatima bent Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M^{me} Yamina bent Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p> <p>M. Abdelkader bent Kaddour ben Belkacem, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ;</p>

NUMÉRO D'ORDRE	DÉSIGNATION DE LA PROPRIÉTÉ	SUPERFICIE APPROXIMATIVE	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS
13	Non immatriculée.	Mètres carrés 3.900	M. Mokhtar ben Hadj Abdelkader ben Hadj, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Berkane, Cheikh Abdallah ; M ^{me} Tamimount bent Hadj Abdelkader ben Hadj, demeurant à El-Aioun-Centre, épouse de M. Daoudi Ahmed ben Tahar ; M. Ahmed ben Ali ben Hadj M'Hamed ben Mokhtar, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Tahar ; M. Mohamed ben Ali ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant à Berkane-Centre, Cheikh Tahar ; M. Abdelkader ben Ali ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant au douar Oulad Belkhir, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Mohamed ben Hadj Mohamed ben Mokhtar, demeurant au douar Oulad Belkhir, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Ahmed ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Abderrahmane ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Mohamed ben Saïd ben Hadj Mohamed, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Mohamed ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Ahmed ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Mimoun ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. Ahmed ben Ahmed ben M'Hamed ben Mokhtar, demeurant au douar Aounout, fraction Tagma, Cheikh Abdallah, Berkane ; M. El Hadj Mohamed ben Mimoun el Hebil, demeurant au douar Oulad El Hadj, Trhasrout, Berkane.
14	id.	1.200	

ART. 2. — Le sous-directeur, chef du service des domaines, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 27 kaada 1384 (30 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

*Le ministre des affaires économiques
et des finances,*

MOHAMED CHERKAOUI.

Décret n° 2-65-089 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) autorisant un échange immobilier entre l'État (domaine forestier) et la collectivité des Aït-Gtif—Aït-Maha de Zaouïa-ech-Cheikh, cercle d'El-Ksiba, province de Beni-Mellal, tuteur des collectivités.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 20 hija 1335 (10 octobre 1917) sur la conservation et l'exploitation des forêts et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 8 chaoual 1378 (17 avril 1959) en son article 2 a) ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 jourmada I 1366 (17 avril 1947) homologuant les opérations de délimitation de la forêt des Aït-Oum-el-Berkte,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, entre l'État (domaine forestier) et la collectivité des Aït-Gtif—Aït-Maha de Zaouïa-ech-Cheikh, cercle d'El-Ksiba, province de Beni-Mellal, l'échange d'une parcelle de terrain d'une superficie de 270 hectares faisant partie de la forêt domaniale des Aït-Oum-el-Berkte dont la délimitation a été homologuée par l'arrêté viziriel susvisé, contre l'entière propriété de deux parcelles de terrain d'une superficie globale de 267 hectares faisant

partie de l'immeuble collectif D.A. n° 310, appartenant à la collectivité des Aït-Gtif—Aït-Maha.

La parcelle à céder par le domaine forestier est figurée par un liséré vert et celles remises en échange par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le ministre de l'agriculture et le sous-secrétaire d'État à l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

Le ministre de l'agriculture,

MAHJOUBI AHARDANE.

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Référence :

Arrêté viziriel du 25 jourmada I 1366 (17 avril 1947) (B.O. n° 1801, du 2 mai 1947 p. 395).

Décret n° 2-65-076 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Kenitra autorisant la cession gratuite par la ville à l'administration des Habous d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Kenitra au cours de sa séance du 2 avril 1964 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, après avis du ministre des Habous et du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Kenitra en date du 2 avril 1964 autorisant la cession gratuite par la ville de Kenitra à l'administration des Habous d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de deux mille soixante-dix mètres carrés (2.070 m²), située dans l'angle formé par les rues 45, 150 et 164, objet de la réquisition n° 32047 R., telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le président du conseil communal de Kenitra est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreséing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Décret n° 2-65-093 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal d'Al Hoceima autorisant la cession de gré à gré par la ville, de parcelles de terrain du domaine privé municipal à l'Office national de modernisation rurale.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal d'Al Hoceima au cours de sa séance du 25 juillet 1964 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal d'Al Hoceima en date du 25 juillet 1964 autorisant la cession de gré à gré par la ville d'Al Hoceima à l'Office national de modernisation rurale de quatre (4) parcelles de terrain du domaine privé municipal d'une superficie globale de deux mille six cent vingt mètres carrés (2.620 m²) à distraire de la propriété inscrite à la conservation de la propriété foncière de Nador sous le numéro 40,

folio 110, livre 1^o du district d'Al Hoceima, telles qu'elles sont délimitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de vingt dirhams (20 DH) le mètre carré soit pour la somme globale de cinquante deux mille quatre cents dirhams (52.400 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal d'Al Hoceima est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreséing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Décret n° 2-65-106 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Casablanca autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Casablanca au cours de sa session ordinaire du 17 au 24 septembre 1964 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Casablanca, session ordinaire du 17 au 24 septembre 1964, autorisant la cession de gré à gré par la ville à M. José Félix Galvao d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de cent vingt mètres carrés (120 m²) environ, sise route de la Corniche, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de vingt dirhams (20 DH) le mètre carré soit pour la somme globale de deux mille quatre cents dirhams (2.400 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Casablanca est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 27 kaada 1384 (30 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreséing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Décret n° 2-65-105 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Mohammedia autorisant la cession de gré à gré par la ville à l'Office national de l'électricité d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Mohammedia au cours de sa séance du 5 octobre 1964 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Mohammedia en date du 5 octobre 1964 autorisant la cession de gré à gré par la ville à l'Office national de l'électricité d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de trente-cinq mètres carrés (35 m²) environ à distraire de la propriété dite « Bitich », objet du titre foncier n° 13274 C., sise au Souk-el-Had-el-Alia, telle qu'elle est figurée par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de soixante-dix dirhams (70 DH) le mètre carré soit pour la somme globale de deux mille quatre cent cinquante dirhams (2.450 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de Mohammedia est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 27 kaada 1384 (30 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Décret n° 2-65-107 du 27 kaada 1384 (30 mars 1965) approuvant la délibération du conseil communal de Taza autorisant la cession de gré à gré d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal à un particulier.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la délibération du conseil communal de Taza au cours de sa séance du 26 mars 1963 ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil communal de Taza en date du 26 mars 1963 autorisant la cession de gré à gré par la ville à M. El Ghissassi Thami d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal d'une superficie de vingt-trois mètres carrés (23 m²), située à Taza-Haut en bordure de la place Moulay-el-Hassan, telle qu'elle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix de vingt-cinq dirhams (25 DH) le mètre carré soit pour la somme globale de cinq cent soixante-quinze dirhams (575 DH).

ART. 3. — Le président du conseil communal de la ville de Taza est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 27 kaada 1384 (30 mars 1965).

Le Premier ministre, p.i.,

MOHAMED BENHIMA.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED OUFKIR.

Arrêté du ministre des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain n° 134-65 du 18 mars 1965 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES AFFAIRES DE MAURITANIE
ET DU SAHARA MAROCAIN,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-069 du 9 safar 1378 (25 août 1958) et, notamment, son article premier ;

Vu le dahir n° 1-63-341 du 25 jourmada II 1383 (13 novembre 1963) fixant la composition et l'organisation du Gouvernement, tel qu'il a été modifié et complété, notamment par le décret royal n° 2-65 du 3 ramadan 1384 (7 janvier 1965),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente de signature est donnée à M. Ahmed Fassi Fihri, directeur de cabinet du ministre des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain, pour signer ou viser, au nom du ministre des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain, tous les actes concernant les services relevant de l'autorité de ce dernier, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 mars 1965.

HASSAN BEN DRISS EL ALAOU.

Vu :

Pour le Premier ministre,

Le directeur de cabinet,

MEHDI BENBOUCHTA.

Arrêté du ministre de l'agriculture n° 151-65 du 26 mars 1965 fixant les limites d'une zone de remembrement rural dans la commune de Had-Kourt (province de Kenitra) et autorisant l'ouverture des opérations de remembrement.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir n° 1-62-105 du 27 moharrem 1382 (30 juin 1962) relatif au remembrement rural, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2-62-240 du 22 safar 1382 (25 juillet 1962) portant application du dahir relatif au remembrement rural ;

Après avis en date du 16 octobre 1963 du conseil communal de Had-Kourt,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont fixées, ainsi qu'indiqué par un liseré jaune-rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, les limites de la zone à remembrer sur le territoire de la commune de Had-Kourt (province de Kenitra).

Est autorisée l'ouverture des opérations de remembrement rural dans la zone définie à l'alinéa précédent.

Rabat, le 26 mars 1965.

MAHJOUBI AHARDANE.

Arrêté du ministre de l'agriculture n° 150-65 du 26 mars 1965 fixant les limites d'une zone de remembrement rural dans les communes de Aïn-Defali, Jorf-el-Melha et Khenichèt (province de Kenitra) et autorisant l'ouverture des opérations de remembrement.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir n° 1-62-105 du 27 moharrem 1382 (30 juin 1962) relatif au remembrement rural, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2-62-240 du 22 safar 1382 (25 juillet 1962) portant application du dahir relatif au remembrement rural ;

Après avis en date du 18 octobre 1963 des conseils communaux de Aïn-Defali, Jorf-el-Melha et Khenichèt,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont fixées, ainsi qu'indiqué par un liseré jaune-rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, les limites de la zone à remembrer sur le territoire des communes de Aïn-Defali, Jorf-el-Melha et Khenichèt (province de Kenitra).

Est autorisée l'ouverture des opérations de remembrement rural dans la zone définie à l'alinéa précédent.

Rabat, le 26 mars 1965.

MAHJOUBI AHARDANE

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 167-65 du 7 avril 1965 fixant le siège du comité central des pêches maritimes.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES COMMUNICATIONS,

Vu le décret n° 2-58-783 du 8 rebia II 1378 (22 octobre 1958) relatif au comité central et aux comités locaux des pêches maritimes, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2-64-428 du 21 ramadan 1384 (25 janvier 1965) portant rattachement de la direction de la marine marchande au ministère des travaux publics et des communications,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le siège du comité central des pêches maritimes qui se réunira le vendredi 16 avril 1965, à 15 heures, est fixé au ministère des travaux publics et des communications à Rabat.

Rabat, le 7 avril 1965.

MOHAMED BENHIMA.

ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AU COMMERCE,
A L'INDUSTRIE, AUX MINES

Décret n° 2-65-006 du 26 kaada 1384 (29 mars 1965) complétant l'arrêté viziriel du 21 safar 1371 (22 novembre 1951) relatif au statut du personnel de la production industrielle et des mines.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 safar 1371 (22 novembre 1951) relatif au statut du personnel de la production industrielle et des mines, en particulier son article 12, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-58-816 du 16 safar 1378 (1^{er} septembre 1958) ;

Vu le décret n° 2-63-226 du 20 safar 1383 (13 juillet 1963) prorogeant les dispositions de l'article 55 de l'arrêté viziriel du 21 safar 1371 susvisé ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie et aux mines, après avis du ministre de la fonction publique,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 12 de l'arrêté viziriel susvisé du 21 safar 1371 (22 novembre 1951) est complété ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1964.

« Article 12. —

Ce concours est ouvert :

« a) Aux licenciés ès sciences, titulaires du certificat de chimie générale, aux licenciés ès sciences de la faculté des sciences de l'université de Madrid

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 26 kaada 1384 (29 mars 1965).

Le Premier ministre, p. i.,

MOHAMED BENHIMA.

Erratum au « Bulletin officiel » n° 2708, du 23 septembre 1964, page 1128.

Décret n° 2-64-320 du 10 rebia II 1384 (19 août 1964) complétant le décret n° 2-58-366 du 23 chaoual 1377 (13 mai 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois du ministère du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande.

Au lieu de :

« Article 19. —

.... devront avoir obtenu le certificat d'aptitude professionnelle de topographie-dessinateur délivré par le collège Omar Khayam à Rabat. » ;

Lire :

« Article 19. —

.... devront avoir obtenu le certificat d'aptitude professionnelle de topographie-dessinateur délivré par le lycée El Laymoun de Rabat. »

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

TRANSFORMATION D'EMPLOIS.

Par arrêté du ministre des affaires étrangères n° 095-65 du 30 décembre 1964 sont transformés au budget du ministère des affaires étrangères (exercice 1964, chapitre 26, article premier), les emplois suivants :

A compter du 1^{er} janvier 1964 :

Ambassades, consulats
et représentations permanentes à l'étranger.

43 agents temporaires permanents en agents publics de 1^{re} catégorie.
43 agents temporaires permanents en agents publics de 2^e catégorie.

Nominations et promotions

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

IMPRIMERIE OFFICIELLE

Est rayé des cadres du personnel d'atelier de l'Imprimerie officielle du 1^{er} janvier 1965 : M. Chocron Michel, correcteur principal 1^{er} échelon. (Décision du 9 février 1965.)

Est rayé des cadres du personnel d'atelier de l'Imprimerie officielle du 1^{er} mars 1965 : M. Hadida Salomon, contremaître linotypiste 2^e échelon, dont la démission est acceptée. (Arrêté du 5 février 1965.)

* * *

MINISTÈRE DES AFFAIRES DE MAURITANIE ET DU SAHARA MAROCAIN

A compter du 1^{er} janvier 1965, il est mis fin aux fonctions de M. Mezzour Mohamed, directeur des affaires politiques du ministère d'État chargé des affaires de Mauritanie et du Sahara marocain. (Décret n° 2-64-546 du 26 chaabane 1384/31 décembre 1964.)

* * *

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Sont promus :

Premier président de 2^e grade, 2^e échelon du 25 octobre 1964 : M. Abdeslam Bennani ;

Conseiller de 2^e grade, 4^e échelon du 1^{er} août 1964 : M. Lamrani Abdelkader ;

Procureur commissaire du Gouvernement de 3^e grade, 3^e échelon du 1^{er} août 1964 : M. Kerdoudi Mohamed Aziz ;

Magistrats :

3^e échelon :

Du 1^{er} août 1964 : MM. Tanjawi Jasouli Omar, Boubeker ben Cherif el Kittani, Benmoussa Mohamed et Abderrahmane Bentahila ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Bouabid Abderrafi ;

2^e échelon du 1^{er} mai 1964 : M. Nouchrif el Mekki ;

De 5^e grade :

7^e échelon du 1^{er} octobre 1964 : M. Tazi Redouane ;

6^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1963 : M. Hachimi Mohamed Alaoui ;

Du 1^{er} mai 1964 : M. Bouachrine Abdenbi ;

Du 22 mai 1964 : M. Bensouda Mohamed ;

Du 15 novembre 1964 : M. Jaafar Mohamed ;

5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Rabah Ahmed ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Ali Rabah et Seffar Abdelkrim ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Laabar Driss ben Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1964 : M. Abdelouahab Tazi ;

4^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1963 : MM. Kabbaj Houssine et Mohammed Boutaleb ;

Du 15 novembre 1963 : M. El Bachiri Ottmane ;

Du 1^{er} décembre 1963 : M. Bennazzou Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1964 : MM. Tizniti Mohamed, El Mostaqim Abdelkader, Oussayya Mohammed, Azzouzi el Arbi, Alboufarissi Si Mohamed, Alami Sidi Mohamed ben Ahmed et Benchakroun Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1964 : MM. Arrefag Ahmed et Benaboud Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1964 : M. Amar M'Hammed ;

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. Benayada Ramdane, Benyaïch Salem et Filali Ansary Mohammed ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Gharbaoui Mustapha et Mohamed Benslimane ;

Du 1^{er} septembre 1964 : MM. Namir Mohamed, Oamer Khiyyi, Tahri Ali et Sqalli Yahia ;

Du 1^{er} novembre 1964 : M. Zagouri Abraham ;

Du 1^{er} décembre 1964 : M. Nacaf Allal ;

3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1963 : M. Gharnit Abdallah ;

Du 22 mai 1963 : MM. Sijlamassi Mohamed et Ghorbal Ahmed ;

Du 22 mai 1964 : M. Oussad Abdeslam ;

Du 29 juin 1964 : M. Mohamed Abdelkebir Tizniti ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Mellaki Mohamed et Graoui Mohammed ;

Du 8 septembre 1964 : M. Ali Ayoubi ;

Du 9 septembre 1964 : M. Larbi Modaffar Idrissi ;

Du 10 septembre 1964 : MM. Lahcen ben Mohamed Nabigha, Ahmed Benkirane, Nassih Larbi, Ahmed Abdeslam el Mourabit et Ahmed Chouhaïdi ;

Du 12 septembre 1964 : M. Mohamed Baghdad Khadir ;

Du 13 septembre 1964 : M. Ahmed ben Abdelkrim Afazaz ;

Du 14 septembre 1964 : M. El Arbi Smida ;

Du 20 septembre 1964 : M. Abdeslam ben Abdellah el Missaoui ;

Du 21 septembre 1964 : MM. Louarti Tayeb et Rachidi Moulay Lhassane ;

Du 23 septembre 1964 : M. Ahmed Haj Mohamed el Khamlichi ;

Du 1^{er} octobre 1964 : MM. Abdeslam Bouragba, Chafiq Lhoussaïn, Faïk Mohamed, Moulay Mohammed Benessaïdi et M'Hammed Abdelaoui Andaloussi Maane ;

Du 5 octobre 1964 : M. Omar Sebbane ;

Du 26 octobre 1964 : M. Abdallah Farès ;

2^e échelon :

Du 22 mai 1964 : M. Daoudi Mohammed Montacir ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Bouzhar Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. El Tayeb Berrada.

(Arrêtés des 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er}, 22 mai, 1^{er}, 29 juin, 1^{er} juillet, 1^{er} août, 1^{er}, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 20, 21, 23 septembre, 1^{er}, 5, 25, 26 octobre, 1^{er}, 15 novembre et 1^{er} décembre 1964.)

* * *

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Est nommé *inspecteur adjoint de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1964 : M. Laaraïchi, ex-El Badaoui Mohammed. (Arrêté du 2 octobre 1964.)

Est nommé *inspecteur adjoint de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1964 : M. Nia Ahmed ;

Sont titularisés et nommés *commis de 3^e classe* :

Du 29 juillet 1964 : MM. Mobarak Abdelmajid, Senhaji Abderrahmane, Naji Miloud, Ed-Dibi Hassane et Amrani Mohammed Saddik ;

Du 30 juillet 1964 : M. Joudad Mohammed ;

Du 1^{er} août 1964 : M. Boucetta el Houssine.

(Arrêtés des 9 octobre 1964 et 8 février 1965.)

SERVICE DES DOMAINES

Sont promus :

Inspecteur principal de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1964 : M. Mohamed Ibn Azzuz Hakim ;

Inspecteurs :

De 1^{re} classe :

Du 16 mars 1964 : M. Al Adlouni Moulay Brahim ;

Du 1^{er} juillet 1964 : M. Lamrany Moulay Hassan ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Harket Mohamed ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} avril 1964 : M. Belhadj Abdelhamid ;
 Du 25 mai 1964 : M. Oulamine Saïd ;
 Du 1^{er} octobre 1964 : M. Agoumi Abdelmoumen ;

*Inspecteurs adjoints :**De 1^{re} classe :*

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Benkhaldoun Mohamed el Mustapha ;
 Du 12 février 1964 : M. Saïssi Moulay Abdelhakim ;
 Du 1^{er} mars 1964 : M. Labdi Mahjoub ;
 Du 1^{er} août 1964 : MM. Chkounda Mohamed et Azami Mohamed ;
 Du 1^{er} décembre 1964 : M. Benmoussa Mustapha ;

De 2^e classe :

Du 9 mars 1964 : M. Ben Amara Lahcen ;
 Du 17 mai 1964 : MM. Nacaf Mustapha et Assayag Joseph ;
 Du 17 juin 1964 : MM. Mnebhi Loudiyi Abdelouahed et Belghiti Rachid ;

*Contrôleurs principaux :**De classe exceptionnelle, 1^{er} échelon :*

Du 1^{er} avril 1964 : M. Boukili Taïb ;
 Du 1^{er} août 1964 : M. Tazi Ahmed ;
 2^e échelon du 1^{er} décembre 1964 : M. Hibatallah Mohamed ;

Contrôleurs :

6^e échelon du 1^{er} novembre 1964 : M. Bichra Mustapha ;

3^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Lihbi Ahmed ;
 Du 1^{er} février 1964 : M. Tazi Mekki ;
 Du 10 février 1964 : M. Touinsi Mohamed ;
 Du 12 juin 1964 : M. Seghrouchni Thami ;
 Du 1^{er} juillet 1964 : M. Mouline Larbi ;
 Du 1^{er} septembre 1964 : M. Hassini Driss ;
 Du 19 septembre 1964 : M. Ouaknine Salomon ;
 Du 1^{er} novembre 1964 : M. Bennani Abdallah ;
 Du 4 décembre 1964 : M. Mechaouri Mohamed ;
 Du 5 décembre 1964 : M. Yabba Abdelkader ;

2^e échelon :

Du 1^{er} mai 1964 : M. Khaled Mustapha ;
 Du 17 juin 1964 : M. Debbarh Hassan ;
 Du 20 juin 1964 : M. Bennani Mohamed ;
 Du 18 juillet 1964 : M. Dine Tayeb ;
 Du 26 août 1964 : M. Hossain Zekri Ahmed ;
Amin el amelak de 4^e classe du 1^{er} juin 1964 : M. Benboufarès el Alaoui Moulay Driss ;

Commis principaux :

De 2^e classe du 1^{er} août 1964 : M. Bendriss Mohamed Laalamy ;
De 3^e classe du 20 mai 1964 : M. Amin Hossain el Hossaine Larosi ;

*Commis :**De 1^{re} classe :*

Du 21 février 1964 : M. Touhami-Chahdi Brahim ;
 Du 14 mars 1964 : M. Mejahed Abderrahmane ;
 Du 16 mai 1964 : M. El Aammouri Abderrahmane ;
 Du 15 juillet 1964 : M. Doukkali Mustapha ;
 Du 1^{er} septembre 1964 : M. Lagmiri Aomar ;
 Du 19 septembre 1964 : M. Essbiti el Mahjoub ;
 Du 7 novembre 1964 : M. Zeghari Abdelkader ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : MM. Rahaoui Mohamed et Memdouch Abdelhaq ;
 Du 13 février 1964 : M. El Haouate Brahim ;

Du 4 mai 1964 : M. Bennani Driss ;

Du 29 mai 1964 : M. Dakir el Mahjoub ;

Du 20 juillet 1964 : M^{lle} Fassi Fahri Saïda ;

Du 1^{er} septembre 1964 : MM. Benlachgar Mokhtar, Riahi Omar et Zaroury Mohamed ;

Du 15 octobre 1964 : M. Messal Mohamed ;

Commis d'interprétariat chef de groupe de 2^e classe du 1^{er} mars 1964 : M. Djebbar Noureddine ;

*Dactylographes :**3^e échelon :*

Du 29 juillet 1964 : M^{lle} Cohen Jacqueline ;

Du 4 novembre 1964 : M^{me} Cohen Gilberte ;

2^e échelon du 6 janvier 1964 : M^{lle} Ouahbi Rabia ;

Agent public de 4^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1964 : M. El Yacoubi Sidi Driss ;

Chef chaouch de 2^e classe du 1^{er} juillet 1964 : M. Hamed ben El Hach Si Bekker ;

*Chaouchs :**De 1^{re} classe :*

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Ahmed ben Mohamed Hayun Querliti ;

Du 20 juin 1964 : M. Hassan Duduch Chicar ;

De 2^e classe du 10 février 1964 : M. Fadil ben Abdeslam Chacor el Menkali ;

De 3^e classe :

Du 5 mars 1964 : M. Chlihi M'Barek ;

Du 1^{er} août 1964 : M. Cherqi Larbi ;

Du 9 septembre 1964 : M. Abdeslem ben El Mehdi Anyeri ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Ahmed ben Larbi Taleb ;

Du 14 mai 1964 : M. Mouaddab Hassan ;

De 5^e classe :

Du 23 février 1964 : M. Malti M'Hamed ;

Du 24 mars 1964 : M. Ghzali Djilali ;

Du 17 mai 1964 : M. Salah ben Mohamed Chaui ;

De 6^e classe :

Du 11 février 1964 : M. Abdelhamid ben Abdellah ;

Du 13 février 1964 : M. Hazoui Mohamed ;

Du 14 février 1964 : M. Benzekri Mohamed ;

Du 15 février 1964 : M. Tounsi Abdesslem ;

Du 15 mai 1964 : M. Fathi Mohamed ;

Du 10 juin 1964 : M. Zouhad Mokhtar ;

Du 27 novembre 1964 : M. Deghelouz Lahoucine ;

*Sont nommés :**Réducteurs de 2^e classe :*

Du 1^{er} juillet 1963 : M. Tazi Abdesslem ;

Du 1^{er} juillet 1964 : M. Seghrouchni Thami ;

Contrôleur, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1964 : M. Larabi Bouchta ;

Amin el amelak de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1964 : M. Benmarzouk Ahmed ;

Est titularisé commis de 3^e classe du 14 août 1964 : M. Saadi Bensaïd ;

Est reclassé inspecteur de 2^e classe du 13 octobre 1964, avec ancienneté du 22 décembre 1963 : M. Labdi Mahjoub ;

Est rayé des cadres du personnel du sous-secrétariat d'État aux finances du 21 septembre 1964 : M. Amar Prosper, commis de 2^e classe, dont la démission est acceptée ;

Sont placés en disponibilité :

Pour une période de deux ans du 1^{er} décembre 1964 : M^{me} Chiltz, née Zrihen Jeanine, commis de 2^e classe ;

Pour une période d'un an :

Du 10 août 1964 : M^{me} Ouanounou Aïcha, commis de 2^e classe ;

Du 24 octobre 1964 : M^{me} Bensaïd Amina, dactylographe de 1^{er} échelon (2^e période).

(Arrêtés et décisions des 25 juillet, 2, 16 septembre, 1^{er}, 9, 15 octobre, 9, 21, 23 novembre, 29 décembre 1964, 8 et 9 janvier 1965.)

SERVICE DES IMPÔTS URBAINS

Sont nommés :

Inspecteurs adjoints :

De 3^e classe du 1^{er} juillet 1964 : MM. Amrani Houssayni M'Hamed, Benkirane Mohamed M'Faddel, Bennis Abdellatif, Chraïbi Mohammed, Hamdouchi Seghir, Hassani Mohamed, Lamri Abdellatif, Mohammed ben Yacoub et Ou Brik Bacha ;

De 2^e classe :

Du 5 août 1964 : M. Gam Lahoussine ;

Du 10 août 1964 : MM. Azmani Abdallah, Guennouni Abdallah, Hassani Abid et Sbaa Abderrahman ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Deffaoui Mohammed ;

Stagiaires :

Du 16 juillet 1964 : M. Berrada Hamouda ;

Du 17 août 1964 : MM. Iboumraten Lahsen et Ziani Brahim ;

Du 18 août 1964 : M. Radouane Mohammed ;

Contrôleurs, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1964 : MM. Alla Mohammed, Chafik Larbi, M^{me} Chaoui Radia, MM. Elouilani Ali, M'Barki Omar, Motaï Ali et Tabari Mohammed ;

Sont titularisés et nommés :

Contrôleurs, 1^{er} échelon :

Du 28 novembre 1964 : M. Bennani Abdallah ;

Du 16 décembre 1964, avec ancienneté du 16 décembre 1963 : M. Maarouf Mohamed ;

Contrôleurs, 1^{er} échelon stagiaires :

Du 7 juillet 1964 : MM. El Kasmi Lahoucine et Tazi Bouchaïb ;

Du 29 juillet 1964 : M. Salim Mohamed ;

Du 3 août 1964 : M. Laaouidi Mohamed ;

Du 9 septembre 1964 : MM. Huimid Mohammed et Obbad el Mostapha ;

Commis de 3^e classe du 15 février 1963 : M. Fattahi Kabbour ;

Sont nommés :

Commis stagiaires :

Du 18 juin 1964 : M. Bella Sellem ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Boukarfi Abdelwahab ;

Est rétrogradé *contrôleur, 1^{er} échelon* du 21 septembre 1964, avec ancienneté du 21 septembre 1963 : M. El Fassi Abderrahman Mekki, inspecteur adjoint stagiaire ;

Est licencié de ses fonctions et rayé des cadres du 26 août 1964 : M. Seqat M'Hamed, contrôleur, 1^{er} échelon stagiaire ;

Est rayé des cadres du service des impôts urbains du 5 novembre 1964 : M. El Cohen Mohamed, commis de 2^e classe.

(Arrêtés des 6 avril, 21, 25, 28, 30 septembre, 5, 6, 8, 19, 20, 23 octobre, 23, 26 novembre, 15, 30 décembre 1964 et 15 janvier 1965.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Est titularisé et nommé *agent de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1964, puis reclassé au 2^e échelon à la même date, avec ancienneté du 16 mai 1962 : M. Hassani Boucaïri Larbi. (Arrêté du 2 novembre 1964.)

Est titularisé et nommé *agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1964, avec ancienneté du 16 février 1963 : M. Chahdi Sidi Chahed. (Arrêté du 17 septembre 1964.)

Est titularisé et nommé *agent public de 4^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1959, puis reclassé au 4^e échelon de son grade à la même date, avec ancienneté du 30 septembre 1958 : M. Chaïbi Mohammed. (Arrêté du 8 décembre 1964.)

Sont promus *sous-agents publics :*

De 1^{re} catégorie, 8^e échelon du 1^{er} mai 1963 : M. Kaddaoui Mohammed ;

De 2^e catégorie :

9^e échelon du 1^{er} février 1963 : M. Talbi Salah ;

7^e échelon :

Du 1^{er} mars 1963 : M. Adalla Allal ;

Du 1^{er} juillet 1963 : M. Benfatre Larbi ;

Du 1^{er} novembre 1963 : M. Lahmine Abdelkader ;

Du 1^{er} décembre 1963 : M. Gueddari Mohamed ;

6^e échelon :

Du 1^{er} mai 1963 : M. Lakhbiza Ahmed ;

Du 1^{er} novembre 1963 : M. Bounouala Hamid ;

De 3^e catégorie, 9^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1962 : M. Aribat M'Barek ;

Du 1^{er} mars 1963 : M. Khoultous Mohamed.

(Arrêtés du 30 décembre 1964.)

Sont titularisés et nommés :

Sous-agents publics :

De 2^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1964, puis reclassés au 5^e échelon de leur grade :

Du 1^{er} janvier 1964 :

Avec ancienneté du 1^{er} février 1963 : M. M'Sa Abdelhoïhed ;

Avec ancienneté du 16 mars 1963 : M. Tefah Ahmed ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1963 : M. Madkouk Ahmed ;

Au 4^e échelon de son grade du 1^{er} janvier 1964, avec ancienneté du 1^{er} avril 1962 : M. Barka Hamou ;

De 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1964, puis reclassé au 5^e échelon de son grade du 1^{er} janvier 1964, avec ancienneté du 1^{er} mars 1963 : M. Atrach Hachemi.

(Arrêtés des 15, 18 et 19 décembre 1964.)

Sont titularisés et nommés *sous-agents publics de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1963, puis reclassés à la même date :

Au 4^e échelon, avec ancienneté du 8 juillet 1961 : M. Aniba Mohamed ;

Au 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1961 : M. Diamane M'Barek.

(Arrêtés du 12 août 1964.)

Est intégré dans les cadres du ministère de l'intérieur du 1^{er} janvier 1958, avec ancienneté du 1^{er} août 1956 en qualité de *sous-agent public de 1^{re} catégorie, 5^e échelon* : M. Ahmed ben Mohammed Bettlioui, ex-agent du cadre permanent de l'administration de l'ex-zone nord. (Arrêté du 17 février 1964.)

Est intégré *sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon* du 1^{er} janvier 1958 : M. Mohammed ben Ahmed el Bleite, agent du cadre permanent de l'administration de l'ex-zone nord. (Arrêté du 4 décembre 1964.)

Est révoqué de ses fonctions avec suspension des droits à pension à compter du 7 novembre 1963 : M. Elamri Benabou, agent technique de 6^e classe. (Arrêté du 23 octobre 1964.)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Sont nommés :

Maître de conférence de 5^e classe du 1^{er} octobre 1964 : M. Radi Abdelouahed ;

Assistants de faculté de 5^e classe :

Du 1^{er} octobre 1963, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1961 : M. El Alami Mustapha ;

Du 1^{er} novembre 1963, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1961 : M. El Fekkak M'Hamed ;

Proviseurs licenciés de 1^{re} catégorie, 4^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1964 :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1963 : M. Allamar Mustapha ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1963 : M. Benothman Abdelkader ;

Directeur licencié de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1964, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1962 : M. Zouaoui Ahmed ;

Professeurs licenciés :

2^e échelon du 1^{er} octobre 1964, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1962 : M. Benchekroun Driss ;

1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1963, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1962 : M. Nacir El Rhazi ;

Professeurs, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1962, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1961 : M. El Yabouri Ahmed ;

Répétiteur surveillant titulaire de 6^e classe du 1^{er} octobre 1962, avec ancienneté du 23 janvier 1960, puis promu à la 5^e classe du 1^{er} août 1963 : M. Guessous Mohammed ;

Institutrices et instituteurs (cadre particulier) :

De 6^e classe :

Du 1^{er} janvier 1959, puis promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1961 : M. Moucharik el Menouar ;

Du 1^{er} janvier 1962 : M. Habrifi Abdeslam ;

Du 1^{er} octobre 1962 : M. Taoufiq Si Bachir ;

Du 1^{er} janvier 1963 : M^{lles} Benyoussef Touria, El Belghiti Alaoui Fatima Ezzouhra, MM. Benatia Abdellatif, Benyachou Abdellah, Bouzoubaa Yahia, Guessous Ahmed, Issam Mohammed, Igssiar Abderrahmane, Yaacoubi Mohamed et Zaki Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1963 : M^{lle} Ouazzani el Batoul et M. Erreyahi Abdelkader ;

Du 1^{er} janvier 1964 : M^{lles} Benabdeljalil Faouzia, Douissi Fatima, El Annati Nadira, El Kouhen Saâdia, Mejdi Fatima, M'Haïmdat Aïcha, Rifaï Saâdia, Rounak Amina et Souhaïli Badiâ ;

MM. Abdessamih el Arbi Ahmed, Acharid Mohammed, Ahmidane Mohamed, Akil Touhami, Amine Mustapha, Amzal Hassane, Antar Abderrahmane, Azzouzi Abdeslem, Bachiri Ahmed, Benassim Lahcen, Benkacem Thami, Bensaïd Abdelhak, Ben Youssef Abdelouahed, Boumnina Abdelkader, Bounasri Ahmed, Chatouan Mustapha Ahmed, Chouaïb Zerkti Mohamed, Choulli Mohamed, Daoudi Abdellah, El Ajani Abdeslam, El Alaoui Sidi Mohamed, El Bassiri Khalifa, El Bouaïchi Omar, El Harifi Abderrazak, El Khabsi Mohamed, El Khodari Lachemi, El Khorâïfi Mohamed, El Maliani Mohammed, El Moatam Azzouz, Fennich Abdellatif, Chafiri Ahmed, Hammane Mohamed, Haroud Driss, Hossaïny el Madani, Louriz Allal, Mabrouk Mohammed, Madani Abdelmalek Ahmed, Mansouri Mohamed, Marzouki Mohammed, Mimouni Mohamed Kacem, Mouassite Mohamed, Mzoudi Mohamed, Rachidi Haddou, Ramdani el Housseine, Raouai Ahmed, Rhouni Ahmed, Rimi Mohamed, Salimi Abdelkader, Simou Ahmed, Tahri Ahmed, Taky Mohamed, Tazeroualt Tlemçani Lahbib, Tekal Abdeslam, Yahya Ahmed, Yousfi Idrissi Driss, Zirhirhi Abdelkader, Hicham Miloud et Touzani Mohamed ;

Commis de 3^e classe du 1^{er} mai 1960 : M^{me} Berrahal Khadija ;

Employées de bureau, 1^{er} échelon du 11 février 1964 : M^{lles} Dekkaki Fatima et Kerroum Bkia ;

Agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1960, puis reclassé agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} jan-

vier 1960, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1959 : M. Khallaf Ahmed Fquih.

(Arrêtés des 16 avril, 26 décembre 1962, 10 août, 22 septembre 1963, 11 avril, 2, 6 juin, 4, 10, 20, 24 juillet, 4, 16, 19, 25, 30 août, 6, 7, 15, 16, 23, 25 septembre, 2, 6, 14, 20 et 26 octobre 1964.)

Sont nommés et titularisés :

Professeurs, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} octobre 1963, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1961 : MM. Chahid Chentouf Mohamed et Moudid Mohammed ;

Du 15 octobre 1963, avec ancienneté du 15 octobre 1962 : M. El Haskouri Abdallah ;

Du 1^{er} octobre 1964, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1962 : M. Chamri Younès ;

Secrétaire d'administration de 2^e classe, 1^{er} échelon du 12 juillet 1963 : M^{lle} Rachiq Zahra ;

Institutrices et instituteurs (cadre particulier) :

De 6^e classe :

Du 1^{er} janvier 1961 : M^{lles} Aïn Farès Yamna et El Khannoufi Fatima ;

Du 1^{er} janvier 1962 : M^{lle} Ben Bouzid Rabia et M. Fadil el Mouquaddam ;

Du 1^{er} janvier 1963 : M^{lles} Amrani Zobra, Benjelloun Khadija, MM. Aït Mohammed ou Hmad Mohammed el Habib, Azrou Mohamed, Balafrej Mohamed, Bouaïcha M'Hamed, Dakouk Brahim, El Aachiki Ahmed, El Ouajjite Allal, Fdail Brahim, El Jouni Ahmed, Guetbache M'Hammed, Khattabi Larbi, Ramdani Tayeb et Yassine Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1964 : M^{lles} Alami Fatima, Alaoui el Mderhri Aïcha, Bennani Zoubida, Hassine Aïcha, Lahlou Farida, Lahrichi Latifa, Mellah Touria, Tamani Naïma, MM. Ameziane Driss, Ammari Mohamed, Annouaoui Abdallah, Azizi Mohammed, Baïdaqi Abdelaziz, Bakkali Mohamed Khadir, Bouali Larbi, Boutkhil Mohammed, Cherkani Abdelaziz, Daoudi bel Hadj, Dellel Mohamed, El Achab el Hassane, El Achhab Mohamed, El Amri Riahi, El Azzizi Ahmed, El Haraka Mohamed, El Kasri Driss, El Makoudi Houcine, El Mekhtoume Larbi, El Ourdigui Mohamed, Fathi Omar, Filali Ahmed, Fqih Mohamed, Guedira Mohammed, Guerouali Mohamed, Hbib Er-Rddad, Kaïchouh Driss, Kebdani Embarak, Kraïmi Mohamed, Laarous Hassan, Maz-zouji Ahmed, Mourchid Salah, Namri Abdennebi, Naouri El Bachir, Ouachani Mohamed, Rhouichi Aïssa, Riffi Ahmed, Rohand Mohammed, Saïdi Mohammed, Sefrioui Ahmed, Sentissi Mohamed, Sofi Ali, Soulaïman Abdelhaq et Tsouli Mohamed ;

Maitresses et maîtres de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal) de 2^e catégorie :

Du 1^{er} octobre 1960 : M. Alaoui Ismaïli Aziz ;

Du 1^{er} octobre 1961 : M. Benyahia Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1962 : M^{lle} Fellat Amina et M. Mikou Abdenbi ;

Employée de bureau titulaire, 1^{er} échelon du 11 février 1964 : M^{me} El Iznasni Fattoma ;

Monitrices et moniteurs de 6^e classe :

Du 1^{er} octobre 1960, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1958 : M. Kouch Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1961 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1959 : MM. Benhamidou Chérif et Bougriaa Lghazi ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1960 : MM. Benmalek Ahmed et Snidi Ahmed ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1960 : MM. Aouifi Larbi, Bourhim Abderrahmane, El Arfaoui M'Hammed et El Mesbahi Driss ;

Du 1^{er} octobre 1962, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1961 : M. Jaafari Tahar ;

Du 1^{er} octobre 1963, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1961 : MM. Boukra Miloudi et El Fahssi Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1964 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1959 : M. Mofakich Bouchaïb ;
Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1961 : MM. El Jamali Mohamed et Traïbi Abderrahmane ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1963 : M^{lles} Alaoui Ghita, Bouaouda Ezzahra, Debbouz Latifa, M^{mes} El Mouafik Kenza, Lakranbi Zoubida, MM. Arsalane Miloud, Bjbjou el Hadi, Bouatlaoui Allal, Bouhajja Abdeljalil, Boulabna Mohamed, El Habib Abdellah, El Hamiri Hassan, El Hatimi Brahim, Jiniouri Mohamed, Maghloub Abdellah, Moustakam Abdelkébir, Najed Mohamed, Rahali Mustapha et Rahou Ahmed.

(Arrêtés des 4, 23 avril 1963, 24 février, 10 mars, 8 avril, 4, 6, 8, 9, 11, 15, 20, 24, 27 juillet, 3 août, 16, 29 septembre, 6, 14, 26 octobre, 2, 6, 9, 14, 16, 19, 21, 24 et 25 novembre 1964.)

*
*
*

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

Sont promus :

Ingénieurs adjoints :

De 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1964 : M. Nouini Abdelkader ;

De 2^e classe du 1^{er} juillet 1964 : M. Zaz Abderrafih ;

Adjoint technique principal de 4^e classe du 1^{er} juillet 1963 : M. M'Birkou Mohamed Naji ;

Adjointes techniques :

De 1^{re} classe :

Du 1^{er} juillet 1961 : MM. Bitton Abraham et M'Birkou Mohamed Naji ;

Du 1^{er} novembre 1962 : M. Janah Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1963 : M. El Ofir Mekki ;

Du 1^{er} août 1963 : M. El Yousfi Bouazza ;

Du 1^{er} octobre 1963 : MM. Louane Allal, Ouizid Abdelmalek et Regragui Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1963 : MM. Khaneboudi Moulay Idriss et Dinar Mohamed ;

Du 1^{er} août 1964 : M. El Harrar Aaron Aimé ;

De 2^e classe :

Du 1^{er} juillet 1963 : M. Ftouh Mohamed ben Driss ;

Du 1^{er} novembre 1963 : M. Khamali Abdelkader ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} juillet 1963 : M. Bencherif Moulay Ahmed ;

Du 1^{er} octobre 1963 : M. Ibendahou Idriss Mohamed ;

Agents techniques principaux :

De 2^e classe :

Du 1^{er} juillet 1961 : MM. Ouahib Ahmed et Laam Salah ;

Du 1^{er} janvier 1962 : M. Bohbot Salomon el Guer ;

Du 1^{er} juillet 1962 : M. El Kamar Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1963 : M. Abderrahim Mohamed ;

Du 1^{er} février 1963 : M. Jalal Mansour Brahim ;

Du 1^{er} mai 1963 : MM. Benbella el Houssaïn et Larzak Mohamed ;

Du 21 novembre 1963 : M. Belmahi Abdelmalek ;

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Cherradi Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1964 : MM. Agourram Ahmed, Gharbi Abdeslam et Ben Amara ben Salem ;

Du 1^{er} mai 1964 : M. Dahhaoui Brahim ;

Du 1^{er} juin 1964 : MM. Marcil Bennaceur et Fennich Abdellah ;

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. Belhadj Driss, Belmehdi Mohamed, Lakhssassi Zine el Abidine, Bouchti Ahmed et Malti Azzouz ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Shibi Bouchaïb et Ramili Driss ;

Du 1^{er} septembre 1964 : MM. Nafnaf Abdelkébir et Cohen Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1964 : MM. Ghassani Mohamed et Fahmi Mohamed ;

Du 16 octobre 1964 : M. Bousfiha Abdeslam ;

Du 1^{er} novembre 1964 : MM. El Hachimi Bouchaïb et Salhi Mustapha ;

Du 1^{er} décembre 1964 : MM. Khenoussi Abdelaziz et Bendadou Mohamed ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : MM. Capatas Hamid, Malka Samuel et Nejjar Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1964 : MM. Raouf Abdellah, Kali Mohamed et Serrouya Gabriel ;

Du 1^{er} juin 1964 : M. Feriani Abdallah ;

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. El Ajraoui Abdelkhalek, Alaoui Hachem, Cheddadi Mohamed, Benabla Abdelkader et Bouchekif Abdelaziz ;

Du 1^{er} août 1964 : MM. Mourchid Hassan et Bensimon Albert ;

Du 1^{er} octobre 1964 : MM. Debbagh Abdellah, Mohamed el Hadj Ahmed Riffi, Benchellal Abdellah Hamida, Srhier Abdelaziz et Allal el Houssine.

(Décisions des 12, 13 novembre et 21 décembre 1964.)

Sont nommés et titularisés :

Ingénieurs adjoints de 3^e classe :

Du 1^{er} octobre 1963 : MM. Ben Faïda Ahmed et Ben Sari Ahmed ;

Du 1^{er} décembre 1963 : M. M'Birkou Mohamed Naji ;

Du 27 janvier 1964 : M. Dadoun Salomon ;

Agent technique principal de 3^e classe du 2 janvier 1964 : M. Aherraki Bennaceur ;

Sont titularisés et nommés *conducteurs de chantier de 5^e classe* du 1^{er} juillet 1963, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1962 : MM. Alahyane Mohamed, Dahou Belkassem, Jemali Mohammed et Khadacha Hemed ;

Sont promus :

Adjointes techniques principaux de 4^e classe :

Du 8 février 1964 : M. Idrissi Kaïtouni Abdelouahab ;

Du 1^{er} avril 1964 : M. El Yacoubi Hassan ;

Du 1^{er} juin 1964 : M. Abdelkader Abdeslam Mohamed ;

Du 8 juin 1964 : M. Kamal Djillali ;

Du 8 août 1964 : M. Marrache Armand ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Bennis Omar ;

Du 1^{er} novembre 1964 : M. Janah Mohammed ;

Adjointes techniques de 1^{re} classe :

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Tahiri Joutey Idrissi Abdelhaï ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. M'Rani Mohammed ;

Agent technique principal de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1964, puis promu à la 2^e classe du 1^{er} décembre 1961 : M. Hammoud Abderrahman ;

Agents techniques de 1^{re} classe :

Du 1^{er} février 1962 : M. Mohamed el Hadj Ahmed Riffi ;

Du 1^{er} décembre 1963 : M. Tolbix Mohamed ;

Conducteurs de chantier :

De 1^{re} classe :

Du 16 avril 1964 : M. Terkmani Brahim ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M. Dahan Makhlof ;

De 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : M. Ourourou Ali ;

Du 1^{er} février 1964 : MM. Sabri Ahmed et Benhaddouch Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1964 : M. Mouïssissa Boubker ;

Du 1^{er} juin 1964 : M. Haka Mohamed ;

Du 12 juin 1964 : M. Hossaïny Mostapha ;

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. Hidar Mohamed et Abbar Driss ;

Du 1^{er} septembre 1964 : MM. El Kharraz Abdeslem, El Bertaï Hamadi, Chiboub Abdelaziz et Cherkaoui el Ansari Larbi ;

Du 1^{er} novembre 1964 : MM. El Abbadi M'Faddel et Nahli Mohamed ;

De 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1964 : MM. Lalami Laaroussi Mohamed, Khouchane Mohamed, Benmoussa Abdeljebbar, Kalloubi Omar, El Abbadi Ahmed, Chergui Abdeslam et Zouggar Ha-Hammou ;

Du 1^{er} avril 1964 : MM. Ait Abdellali Brahim, Marchoug M'Barek, Hani Lahcen, Tyal Driss et Asfor Lahcen ;

Du 1^{er} juin 1964 : MM. Dekkak Mohamed, Derkaoui Mohamed, Kassou Driss et Bouayad el Houssine ;

Du 1^{er} juillet 1964 : MM. Ferhoun Mohamed et Jounahi Mohamed ;

Stagiaire du 1^{er} juillet 1962 : M. Jemali Mohammed.

(Arrêtés et décisions des 7 septembre, 12, 13, 19, 28 novembre et 9 décembre 1964.)

*
* *

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Est promu *ingénieur en chef du génie rural, 1^{er} échelon* du 1^{er} août 1964 : M. Bekkali Abdallah. (Arrêté du 17 mars 1965.)

Est nommé *inspecteur adjoint stagiaire de l'agriculture* du 1^{er} juillet 1964 : M. Elgharbi Abderrahim. (Arrêté du 3 janvier 1965.)

Sont nommés *agents d'élevage de 7^e classe* du 1^{er} juillet 1964 : MM. Beraïch Mohamed et Malouli Mohamed. (Arrêtés des 5 octobre et 7 novembre 1964.)

Est titularisé et nommé *agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1961 : M. Faridi Mohamed. (Arrêté du 9 mars 1963.)

DIVISION DE LA CONSERVATION FONCIÈRE ET DU SERVICE TOPOGRAPHIQUE
Service topographique.

Sont confirmés et nommés *ingénieurs géomètres adjoints de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1963 : MM. Amhoud Mohamed et Bensari Idriss ;

Sont titularisés et nommés *ingénieurs géomètres adjoints de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1964 : MM. Alami Ouali Ali, Smaal Abdelali et Emergui Raphaël ;

Sont nommés :

Ingénieurs géomètres adjoints de 3^e classe du 1^{er} septembre 1964 : MM. El Ghaziani Hamoun, Abdeddin Mohamed et Bamoh Moha ;

Ingénieurs géomètres adjoints stagiaires du 1^{er} septembre 1964 : MM. Hourani el Mostafa, El Harrif Omar, Fakir Abdellah et Sarjane Abdelkader ;

Dessinateur calculateur de 3^e classe du 1^{er} septembre 1964 : M. Cherrat Abdelhamid ;

Adjoint du cadastre de 4^e classe « section terrain » du 1^{er} août 1963 : M. Benjelloun Abderrahim ;

Adjoints du cadastre stagiaires « section terrain » du 1^{er} septembre 1964 : MM. Lakhdar Aomar, Digoug Ahmed, Benharoche Mimoun, Anouz Hammou, Ben Mira Driss et Fardi Ahmed.

(Arrêtés des 7 septembre, 20, 25 octobre, 2, 3 et 24 novembre 1964.)

Service de la conservation foncière.

Est nommé *rédacteur des services extérieurs de 2^e classe, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1964 : M. Essamri Ahmida ;

Sont titularisés et nommés *commis d'interprétariat de 3^e classe* :

Du 1^{er} août 1961 : M. Zakari Mohammed ;

Du 15 mai 1962 : M. Masmoudi Abderrahim ;

Du 1^{er} août 1962 : M^{lle} Abdellaoui Andaloussi Maane Latifa, MM. Ait Talbi el Houssine, Dahhani Et-Tijani et Hadi Bouazza ;

Du 8 mai 1964 : M. Ziani Abdellah ;

Sont rayés des cadres du personnel du service de la conservation foncière :

Du 1^{er} novembre 1962 : M. Tayaa M'Hamed, secrétaire de conservation de 6^e classe, démissionnaire ;

Du 1^{er} septembre 1964 : M^{lle} Assayag Renée, dactylographe, 1^{er} échelon, démissionnaire,

dont les démissions sont acceptées ;

Du 2 mars 1960 : M. Drissi Moulay M'Hamed, commis de 2^e classe, décédé ;

Du 14 mars 1964 : M. Tamouro Hachemi, agent public de 4^e catégorie, 9^e échelon, décédé.

(Arrêtés des 20 février, 25 mai, 10 juillet, 19 août, 30 septembre, 13, 16 octobre et 27 novembre 1964.)

*
* *

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

SERVICE GÉNÉRAL ET DES INSTALLATIONS ÉLECTROMÉCANIQUES.

Sont titularisés :

Inspecteurs adjoints, 1^{er} échelon (branche télécommunications) :

Du 31 juillet 1964 : MM. Kacimi Brahim et Raja Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Hajem Abdelkarim ;

Contrôleurs des installations électromécaniques, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} mai 1964 : M. Albo Betsalel ;

Du 15 juillet 1964 : M. El Boughari Mohammed ;

Du 26 juillet 1964 : M. Raghni Abdelaziz ;

Du 5 août 1964 : M. El Felloussi Abdelkader ;

Contrôleurs, 1^{er} échelon :

Du 13 décembre 1961 : M. El Bekkari M'Barek ;

Du 1^{er} janvier 1963 : M^{lle} Messas Sara ;

Agents d'exploitation, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} avril 1963 : M. Aliane Bouchaïb Mohamed ;

Du 15 octobre 1963 : M. Bayna Abdesselam ;

Du 16 juillet 1964 : MM. Aouiti Lahcen, Moufid Ahmed, Moussa M'Barek et Tahachouite Mohamed ;

Sont licenciés de leur emploi :

Du 5 novembre 1964 : M. Mchiouer Slimane, agent d'exploitation stagiaire ;

Du 16 novembre 1964 : MM. Halimi Tabar et Mahieddine Lekbir, contrôleurs des installations électromécaniques stagiaires ;

Sont rayés des cadres :

Du 27 août 1964 : M^{me} Berrada Rekhani Latifa, agent d'exploitation ;

Du 3 septembre 1964 : M. Raoui Mohamed, contrôleur ;

Du 6 octobre 1964 : M. Sami Maâti, agent d'exploitation stagiaire ;

Du 9 octobre 1964 : M^{lle} Bennani Badia ;

Du 10 octobre 1964 : M^{lle} Ezaoui Suzanne ;

Du 21 octobre 1964 : M. Zine Brahim, agent d'exploitation ;

Du 29 octobre 1964 : M^{me} Barchechath Régine ;

Du 1^{er} novembre 1964 : M. Serrero Haïm, inspecteur adjoint ;

Du 1^{er} décembre 1964 : M^{me} Ziri Messoudy, contrôleur.

(Arrêtés des 24, 28 septembre, 6, 22 octobre, 4, 9, 19 novembre, 1^{er}, 7, 9, 11, 15 et 24 décembre 1964.)

SERVICE DES INSTALLATIONS DES LIGNES ET DES ATELIERS.

Sont nommés :

Ouvriers d'État des installations électromécaniques de 3^e catégorie stagiaires du 11 juillet 1964 : MM. Amrani Hanchi Abdelmalek et Bouhaddoun Ahmed ;

Agents des installations stagiaires :

Du 20 juillet 1964 : MM. Bouzerarry Brahim et Laassel Ahmed ;
Du 6 septembre 1964 : MM. Benbrahim Hamid, Cohen Simon et L'Ayile Hamida ;

*Sont titularisés :**Conducteurs de chantier, 1^{er} échelon :*

Du 11 mars 1964 : M. Lharrane Abdelaziz ;
Du 26 juin 1964 : MM. Baroud Tahar, Benmeriem Yaagoub et Saïdi Alaoui Hassane ;

Du 11 août 1964 : MM. Bakkouri Ahmed, Ouaad Mohamed, Sahraoui Hamza et Sebihi Abdelmalek ;

Ouvrier d'État des installations électromécaniques de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} juin 1964 : M. Tlemsani Moulay Larbi ;

Ouvrier d'État de 2^e catégorie, 8^e échelon du 8 mai 1964 : M. Bahhou Mohamed ;

Agents des installations, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} janvier 1963 : M. Aïnas Mohamed ;
Du 23 juillet 1963 : M. Chebbak Salah
Du 10 août 1963 : M. Salah Mokhtar ;
Du 3 septembre 1963 : M. Ouafdi Abdallah ;
Du 26 septembre 1963 : M. Berredine Driss ;
Du 9 octobre 1963 : M. Qibaa Abdelaziz ;
Du 23 octobre 1963 : M. Marass Mohamed ;
Du 19 décembre 1963 : M. Chafik Lahcen ;
Du 16 juin 1964 : MM. Azebi Hamid, Benlamine Mohamed, Bibas Juda, Bouaoukel Mohamed, Chafik Ali, Ellassadi Abdelkader, Igerichen Mohamed, Lehmani Mohamed, Marchoudi Abderrahmane, Mazil M'Hamed, Meghar Mohamed, Missioui Bouchaïb et Smad Lahcen ;

Du 16 septembre 1964 : M. Aharrad Omar ;

Agent technique de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 4 juillet 1963 : M. Habib Mokhtar ;

Agents techniques, 1^{er} échelon :

Du 12 avril 1962 : M. Khedji Moha ;
Du 19 février 1963 : M. Boutaleb Abdelhaq ;
Du 2 mai 1963 : M. Mimouni Mohamed ;
Du 13 février 1964 : MM. Annassi Abdelwahad, Cheddadi el Mokhtar, Eddrou Allal, Elagba Mohammed, Fahmi Mustapha, Filali Laaziz, Lahgui Mohammed, Lahjab Laouni, Maftah Abdelkader, Namly Abdelkader, Ouardouz Addi, Raouf Ahmed, Saber Bachir et Youssi Driss ;

Sont rayés des cadres :

Du 6 août 1964 : M. Oliel Joseph, ouvrier d'État de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Du 13 août 1964 : M. Lougassi Haron, ouvrier d'État de 1^{re} catégorie, 5^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1964 : M. Belichaa Moïse, agent des installations.

(Arrêtés des 28 septembre, 6, 10, 22 octobre, 11, 15, 17, 19 et 21 décembre 1964.)

*
*
*

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Sont nommés :

Inspecteur des lois sociales en agriculture hors classe, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1964 : M. Bennis Mohamed ;

Inspecteur du travail hors classe, 1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1964 : M. Tazi Mohamed ;

Inspecteurs du travail de 2^e classe :

Du 1^{er} avril 1964 : M. Chraïbi Mohamed ;

Du 1^{er} mai 1964 : MM. Beloued Abdelmajid, Fakiani Mustapha, Benjamaa Mohamed, Danan Salomon, El Madi Abderrazak, Achour Abdelghani, Ouldamar Mohamed et El Oudghiri Omar ;

Du 1^{er} juin 1964 : M. Hijaoui Abdelkader ;
Du 1^{er} septembre 1964 : M. Mekkassi Abdellatif ;
Du 1^{er} novembre 1964 : M. Aouini Driss ;
Du 1^{er} décembre 1964 : M. Ouellaj Mustapha ;
Du 16 décembre 1964 : M. Rohi Mohamed ;

Inspecteurs des lois sociales en agriculture de 2^e classe :

Du 1^{er} août 1964 : M. Benchekroune Mohamed ;

Du 21 décembre 1964 : M. Alami Idrissi Abderrahmane ;

Inspecteur du travail de 4^e classe du 3 avril 1964 : M. Tadlaoui Hassan ;

(Arrêtés des 22 juin et 8 décembre 1964.)

Résultats de concours et d'examens.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS

*Concours de contrôleur des transports
et de la circulation routière.
(Session 1964.)*

Candidats reçus, par ordre de mérite : MM. Ennesr Abderrahman et Belhafiane Belgacem.

DIVISION DE LA CONSERVATION FONCIÈRE ET DU SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Service topographique.

*Concours interne d'ingénieur géomètre
du 8 décembre 1964.*

Sont admis, par ordre de mérite : MM. Salhi Hassan, Lahsaïni Abdellatif, Bennani Mohamed, Ben Mlih Mohamed et Guerraoui Jamal Eddine.

Liste complémentaire : M. Aïssaoui Larbi.

*Examen professionnel de fin de stage
pour le grade d'adjoint du cadastre « section terrain »
du 19 janvier 1965.*

Candidat admis : M. Achaoui Lahcen.

*Concours professionnel
d'adjoint du cadastre stagiaire « section bureau »
du 24 novembre 1964.*

Sont admis, par ordre de mérite : MM. Boubakri Mustapha, Dassagi Ahmed, Gourzi Brahim, Scally Jaouad et Gamany Omar.

*Concours interne
pour l'emploi de dessinateur-calculateur
du 10 novembre 1964.*

Sont admis, par ordre de mérite : MM. Bouhlal Abdelhafid et Cohen Maklouf.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux importateurs n° 509.

Accord de prêt américain.

(Agency For International Development).

Le sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie et aux mines et le sous-secrétaire d'État aux finances communiquent :

Un nouveau crédit de cinq millions de dollars (5 millions de \$) est ouvert dans le cadre de l'accord de prêt de l'Agency For International Development (A.I.D.) au titre de l'année 1964.

Ce crédit est réservé à l'achat aux États-Unis de tous produits ou biens d'équipement inscrits au programme général d'importation, originaires et en provenance de ce pays.

Les modalités d'établissement des dossiers d'importation sont celles fixées par l'avis aux importateurs n° 215, publié au *Bulletin officiel* n° 2583, du 27 avril 1962.

Il est rappelé que les licences A.I.D. doivent être domiciliées chez un intermédiaire agréé avant leur dépôt au sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines et être accompagnées d'une facture *pro forma* établie, en double exemplaire, précisant en plus de la valeur F.O.B., le montant du fret.

*
* *

Validité des licences. — Dans la mesure où la période d'utilisation des crédits A.I.D. le permettra, les titres d'importation recevront une validité de neuf mois.

Les prorogations pourront être envisagées dans des cas exceptionnels et sur justifications précises de la défaillance du fournisseur. Elles devront être présentées à l'aide de six imprimés de rectificatifs à autorisation d'importation (modèle n° 5 bis), un mois avant la date limite d'embarquement.

Il est fait obligation aux bénéficiaires des licences A.I.D. d'avoir à utiliser au maximum le montant des crédits en dollars qui leur seront alloués.

En cas de défaillance, les intéressés sont invités à renvoyer dans les meilleurs délais au sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines les exemplaires de la licence et les quatre fiches roses A.I.D. qui leur ont été délivrées. Si la licence n'a été utilisée qu'en partie, une attestation bancaire précisant le montant exact déjà réglé en dollars remplacera les fiches A.I.D.

Ces documents devront être accompagnés d'une lettre justifiant la demande d'annulation de la licence.

En tout état de cause, les titres d'importation pour lesquels les fiches roses de renseignements A.I.D. n'auront pas été visées, dans un délai de quatre mois, à compter de la date de délivrance, seront automatiquement annulés. Dans chaque cas, les intermédiaires agréés, chez qui ces titres ont été domiciliés, devront, sans délais, faire retour au sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines de tous les documents relatifs à ces titres.

*
* *

En outre, il est instamment recommandé aux importateurs bénéficiant des crédits A.I.D. de se conformer strictement aux prescriptions énumérées par l'avis aux importateurs relatif aux formalités et procédures à respecter pour la réalisation de leurs licences d'importation, paru au *Bulletin officiel* n° 2614, du 30 novembre 1962.

Il est rappelé notamment et d'une façon impérative :

1° Que les contrats ne peuvent être conclus ou les commandes passées avec les fournisseurs que postérieurement à la date de délivrance de la licence d'importation.

2° Que les importateurs sont tenus :

a) de faire connaître au sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines le montant exact du contrat ou des commandes qu'ils passent avec leur fournisseur (en valeur C.F. si la licence est délivrée en C.F. ou en valeur F.O.B. si la licence est délivrée en F.O.B.) avec indication de la référence A.I.D. portée sur la licence ;

La non observation de cette règle peut entraîner la suspension de toute nouvelle demande.

b) de rappeler à l'expéditeur qu'il doit adresser au moment du chargement, par courrier avion, au contrôleur de l'U.S.A.I.D., ambassade des États-Unis à Rabat, un exemplaire ou une photocopie des documents d'expédition par voie maritime ou aérienne (connaissance, liste des marchandises annexées à la charte-partie ou feuilles d'expédition émanant des transporteurs par avion), accompagné d'un exemplaire de la facture des marchandises expédiées, en précisant le numéro d'enregistrement de la licence d'importation, ainsi que la référence A.I.D. ;

c) de faire respecter par l'expéditeur la mention spéciale portant obligation de charger sur bateaux commerciaux privés battant pavillon des U.S.A. sur la licence d'importation.

Il est rappelé également, que les importateurs, avant de placer une commande quelconque de plus de 5.000 dollars, sont tenus en règle générale de fournir à l'Office Of Small Business A.I.D. Washington 25, D.C. (Bureau des petites entreprises de l'A.I.D.) par l'intermédiaire du sous-secrétariat d'État au commerce, à l'industrie et aux mines à Rabat, les caractéristiques des marchandises à importer.

Lorsque l'importateur est le représentant exclusif, un agent, une filiale ou le directeur exclusif d'un fournisseur avec lequel il est lié par un contrat, il peut être dispensé de fournir à l'Office Of Small Business les renseignements demandés. Étant donné qu'un délai minimum de quarante-cinq jours est nécessaire avant l'utilisation d'une licence soumise aux exigences de l'Office Of Small Business, il est recommandé aux intéressés pouvant en être dispensés, d'accomplir, dans les meilleurs délais, les formalités nécessaires à l'obtention de cette dispense, à savoir faire intervenir le fournisseur auprès du Bureau des petites entreprises, Département d'État, administration de développement international Washington 25, D.C. par lettre donnant toutes précisions utiles quant à l'entente contractuelle existant entre le fournisseur et l'importateur (cf. avis aux importateurs paru au *Bulletin officiel* n° 2614, du 30 novembre 1962).

Enfin, il est porté à la connaissance des importateurs que les règlements à effectuer sur une même licence devront être dans toute la mesure du possible, groupés, afin que l'ouverture de crédit correspondante, soit au moins égale à 5.000 \$. Elle ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 500 \$.

Avis de l'Office des changes n° 1125 du 17 mars 1965 relatif au transfert d'économies sur salaires, honoraires et traitements des travailleurs étrangers.

Le chapitre II de l'avis n° 1090 du 15 avril 1964, publié au *Bulletin officiel* n° 2690, du 20 mai 1964, page 662, prévoit que les membres de certaines professions libérales ressortissants d'un pays ou territoire ou groupe « zone franc » peuvent transférer sur leur pays d'origine une partie de leurs économies.

La présente circulaire a pour objet de faire connaître aux intermédiaires agréés que le régime applicable en l'espèce aux ressortissants de la zone franc est étendu aux ressortissants de tous les pays étrangers sans exception.

Il est précisé que les dispositions du chapitre premier, titre premier (§ A) et titre II (§ A) de l'avis précité sont applicables à ces transferts.

Les demandes doivent être présentées à l'Office des changes, accompagnées des pièces justificatives habituelles.

**Avis de l'Office des changes n° 1127 du 22 mars 1965
relatif au paiement des parcours internationaux.**

Le présent avis a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les voyageurs « résidents » ou « non résidents » peuvent acquitter en dirhams le prix de certains parcours.

TITRE PREMIER.

VOYAGEURS « RÉSIDENTS ».

Peuvent être librement payés en dirhams :

par les voyageurs « résidents », les parcours « aller » ou « aller et retour » au départ du Maroc ;

pour le compte de voyageurs « résidents », les parcours « retour » au Maroc.

Le paiement en dirhams de tous autres parcours ne peut être effectué que sur présentation d'une autorisation dénommée « Bon de passage » délivrée par l'Office des changes.

En particulier, la présentation de ce bon de passage est nécessaire pour le paiement en dirhams :

de tout parcours « étranger-étranger » ;

de tout circuit à l'intérieur d'un pays étranger ;

des billets dits « Tour du monde », des billets de « croisière » ou de circuit touristique.

*
* *

Les bons de passage sont délivrés par l'Office des changes sur demandes présentées par les intermédiaires agréés dans la forme habituelle.

Les intermédiaires agréés doivent non seulement vérifier la qualité de résident des voyageurs, mais encore se faire préciser le nombre de voyageurs, le parcours effectué et le prix du parcours.

Les demandes de bons de passage doivent mentionner ces renseignements.

TITRE II.

VOYAGEURS « NON-RÉSIDENTS ».

Seuls peuvent être librement payés en dirhams :

par les voyageurs « non-résidents », les parcours « aller » au départ du Maroc ;

pour le compte de voyageurs « non-résidents », d'ordre d'une administration ou d'un établissement public marocain, les parcours « étranger-Maroc » ;

par les sociétés ayant leur siège social au Maroc, pour le compte de leurs administrateurs « non-résidents », les parcours « étranger-Maroc ».

Le paiement en dirhams de tous autres parcours ne peut être effectué que sur présentation d'un bon de passage délivré par l'Office des changes.

*
* *

Les agences de voyages sont habilitées à accepter des voyageurs « non-résidents », les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère (billets de banque, chèques de voyage) en règlement de billets de transport aérien, maritime ou ferroviaire quels que soient les parcours empruntés.

Le règlement de ces billets de transport doit être effectué dans le cadre des dispositions de l'avis n° 1094 du 22 juin 1964 qui a défini les conditions dans lesquelles certains établissements agissant pour le compte d'intermédiaires agréés peuvent négocier aux touristes étrangers les moyens de paiement libellés en monnaie étrangère.

TITRE III.

REMBOURSEMENT ÉVENTUEL DES BILLETS.

Le remboursement des billets de voyage inutilisés peut intervenir dans les conditions suivantes :

A. — Billets achetés au Maroc :

a En dirhams :

Ces billets ne peuvent être remboursés qu'au Maroc et en dirhams ;

b En devises :

Ces billets peuvent être remboursés soit en devises, soit en dirhams au Maroc pour leur contre-valeur au cours en vigueur le jour du remboursement.

B. — Billets achetés à l'étranger :

Ces billets ne peuvent être remboursés au Maroc qu'en dirhams pour leur contre-valeur au cours en vigueur le jour du remboursement.

*
* *

Est abrogé l'avis n° 1121 du 5 janvier 1965 (non publié au *Bulletin officiel*) qui abrogeait l'avis n° 1081 du 10 décembre 1963, publié au *Bulletin officiel* n° 2690, du 20 mai 1964, page 660.

Avis de l'Office des changes n° 1128 du 23 mars 1965 relatif au règlement des importations et des exportations de marchandises en provenance ou à destination de Cuba.

Le présent avis qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1965, a pour objet de faire connaître les conditions particulières dans lesquelles doivent s'effectuer les règlements des marchandises échangées dans le cadre de l'accord signé le 18 février 1965 entre le Maroc et la République de Cuba. Il abroge l'avis n° 1086 du 3 février 1964, publié au *Bulletin officiel* n° 2690, du 20 mai 1964, page 661.

*
* *

1. — GÉNÉRALITÉS.

Les factures, contrats et autres documents relatifs à l'exécution des paiements entre le Maroc et la République de Cuba seront libellés en francs français.

2. — IMPORTATIONS.

Jusqu'à nouvel ordre, le règlement des importations de marchandises en provenance de Cuba s'effectuera de la manière suivante :

a Par transfert de francs français au compte de la Banque nationale de Cuba chez la banque, que la Banque nationale de Cuba indiquera en temps voulu, des 40 % du montant à payer pour chaque opération commerciale ;

b Par versement au compte ouvert en francs français, monnaie de compte, sur les livres de la Banque du Maroc, au nom de la Banque nationale de Cuba, des 60 % du montant total à payer pour chaque opération commerciale

3. — EXPORTATIONS.

Le règlement des exportations de marchandises à destination de Cuba s'effectuera par débit du compte en francs français, monnaie de compte, ouvert sur les livres de la Banque du Maroc, au nom de la Banque nationale de Cuba.

4. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

a Les crédits déjà ouverts par les banques marocaines auprès de la Banque nationale de Cuba et non encore réalisés à la date du 1^{er} avril 1965 continueront à être régis par les dispositions de l'avis précité n° 1086 ;

b) Les accréditifs ouverts par la Banque nationale de Cuba auprès des banques marocaines et non encore réalisés à la date du 1^{er} avril 1965 continueront à être régis par les dispositions de l'avis précité n° 1086.

5. — AUTRES DISPOSITIONS.

Seront également imputés sur le compte en francs français, monnaie de compte, ouvert sur les livres de la Banque du Maroc, au nom de la Banque nationale de Cuba, les frais des services diplomatiques et consulaires et des représentations commerciales gouvernementales, ainsi que tous autres frais convenus d'un commun accord entre la Banque nationale de Cuba et la Banque du Maroc.

Indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles).

Au mois de mars 1965 le niveau atteint par l'indice du coût de la vie à Casablanca (111 articles) est de : 131,7.

Le pourcentage de variation par rapport au niveau de référence (103,2 en décembre 1959) est de : + 27,6.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1959 est de : 66.

Le nombre des articles (exception faite des légumes et fruits frais) dont les prix ont augmenté d'au moins 5 % par rapport à décembre 1961 est de : 50.